



Créateurs de sécurité

## **PGC de l' opération**

VIADUC / RN 102 CONTOURNEMENT DU  
TEIL /TOARC2/TOARC3

RN 102 - Contournement Nord du Teil  
Aménagements paysagers et d'entretien

Contournement du Teil - Assainissement  
chaussées équipements signalisation et  
écrans acoustiques

### **Coordination SPS :**

PRESENTS, Agence PACA  
18/20 Av Robert SCHUMANN  
13002 MARSEILLE  
Tél : 04 91 42 08 86  
Fax :  
Nom CSPA : TOMA Cyril  
Email : [c.toma@resents.fr](mailto:c.toma@resents.fr)

Nom CSPA suppléant : Christian RICHARD  
Email : [ch.richard@resents.fr](mailto:ch.richard@resents.fr)

### **Maître d'ouvrage principal :**

DREAL AUVERGNE RHONE ALPES  
5 places Jules Ferry  
69453 LYON CEDEX 06  
Tél : 04 26 28 60 00

### **Maître d'œuvre principal :**

DIR CENTRE EST  
SIR DE LYON  
228 rue Garibaldi  
69446 LYON  
Tél : 04 69 16 63 33

Indice et date	Rédacteur	Nature des modifications
<b>V13-06/06/2023</b>	<b>TOMA Cyril</b>	<b>Mise à jour suite changement CSPS Regroupements des affaires de la déviation du Teil</b>
v12 - 17/04/2020	Okba FILALI	Mise à jour suite à la crise sanitaire du COVID-19. d'après les remarques du MOA.
v11 - 08/04/2020	Okba FILALI	Mise à jour suite à la crise sanitaire du COVID-19.
v10 - 03/02/2020	Okba FILALI	Mise à jour pour Marché Démolition sur les parcelles CH108/ CH91/ CA67.
v9 - 23/10/2019	Okba FILALI	mise à jour pour marché débroussaillage et abattage d'arbre.
v8 - 25/06/2017	Sébastien POIROT	Mise à jour pour Marché Démolition
v7 - 20/03/2017	Sébastien POIROT	Mise à Jour pour Marché TOARC
v6 - 25/01/2017	Sébastien POIROT	mise à jour pour marché recherche archéologie
v5 - 21/10/2015	Sébastien POIROT	mise à jour pour marché débroussaillage et abattage d'arbre
v4 - 06/02/2015	Sébastien POIROT	mise adresse base vie, nomination de l'entreprise principale concernant les mesures générales
v3 - 24/10/2013	Julien BARBERET	MODIFICATIONS SUITE A REMARQUES DE LA MAITRISE D'OUVRAGE
v2 - 24/10/2013	Julien BARBERET	MODIFICATIONS SUITE A REMARQUES DE LA MAITRISE D'OUVRAGE
v1 - 22/10/2013	Julien BARBERET	CREATION DU DOCUMENT POUR LE LANCEMENT DES TRAVAUX D'ETUDES GEOTECHNIQUES

# SOMMAIRE

<b>0 - Préambule</b>	<b>1</b>
<b>1 - Renseignements d'ordre administratif</b>	<b>2</b>
1.1 - Renseignements relatifs à l'opération	2
1.2 - Intervenants	2
1.3 - Mission du Coordonnateur SPS	4
<b>2 - Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur</b>	<b>7</b>
<b>3 - Mesures de coordination prises par le Coordonnateur SPS</b>	<b>10</b>
3.1 - Circulation	10
3.2 - Manutention	15
3.3 - Stockage	17
3.4 - Gestion des déchets et décombres	19
3.5 - Enlèvement des matériaux dangereux	20
3.6 - Utilisation des protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale	20
3.7 - Interactions sur le site	27
<b>4 - Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation</b>	<b>35</b>
4.1 - Activité sur le site et mesures de prévention	35
4.2 - Interférences avec les chantiers limitrophes	35
4.3 - Réseaux enterrés et aériens	36
4.4 - Risques liés à la circulation extérieure	36
4.5 - Analyse des risques liés à l'environnement	37
<b>5 - Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre</b>	<b>40</b>
5.1 - Installations de chantier	40
5.2 - Nettoyage du chantier	41
5.3 - Clôture du chantier	42
5.4 - Réseaux mis à disposition	43
<b>6 - Secours et évacuation des travailleurs</b>	<b>45</b>
6.1 - Dispositions d'alerte et accueil des secours	45
6.2 - Plan de secours	45
6.3 - Organisation des premiers secours	46
<b>7 - Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants</b>	<b>47</b>
7.1 - Mise en commun des moyens	47
7.2 - Entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants	47
7.3 - Emploi de personnels intérimaires	48
7.4 - Prestataires de service	48
<b>8 - Annexes</b>	<b>50</b>
8.1 - ANNEXE : Projet de règlement du CISSCT	51
8.2 - ANNEXE : Fiche d'appel des secours	57
8.3 - ANNEXE: Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (DHOL)	58

## 0 - Préambule

Documents de référence:

- Article 29.2 du règlement sanitaire départemental,
- Article 90 du règlement sanitaire départemental,
- Article L35.8 du code de la santé publique,
- Loi sur l'eau.

Une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, concernant la conception et la réalisation des travaux, a été organisée par le Maître d'Ouvrage.

Le PGC, ainsi que ses additifs, sont insérés dans tous les marchés de travaux, objets de la présente opération. Ils apportent des renseignements qui permettront aux entreprises d'élaborer leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

L'entrepreneur prendra en compte dans la conception et la réalisation des travaux de son contrat toutes les dispositions nécessaires pour intégrer les principes généraux de la prévention et se conformera aux obligations qui lui incombent, en respect du Code du Travail en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail.

En outre, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions édictées :

- par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS, dans le présent PGC,
- par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre dans les pièces constitutives du marché qui ont une influence en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment le CCAP et le CCTP.

Ces dispositions s'appliquent à tout intervenant qui aura conclu un contrat de prestation ou de travaux avec l'entrepreneur.

Il est rappelé, par ailleurs, que l'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Ce chantier représentant plus de 10 000 hommes/jour et plus de 10 entreprises (5 en génie civil), le Maître d'Ouvrage a l'obligation de constituer un CISSCT.

Ce PGC a été établi par le Coordonnateur SPS en fonction des éléments qui lui ont été transmis par le Maître d'Ouvrage. Le tableau ci-dessous récapitule ces éléments, ayant servi d'hypothèses au Coordonnateur SPS.

# **1 - Renseignements d'ordre administratif**

## **1.1 - Renseignements relatifs à l'opération**

### **1.1.1 - Situation**

- Nom de l'opération :  
VIADUC / RN 102 CONTOURNEMENT DU TEIL
- Catégorie :  
Opération de catégorie 1
- Adresse du chantier :  
RN 102  
07400 LE TEIL

### **1.1.2 - Travaux**

Description des travaux :

La déviation du Teil vise à réaliser un itinéraire permettant d'assurer la liaison entre la vallée du Rhône et Aubenas en évitant la traversée de la commune du Teil. Cette opération de contournement s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la liaison entre Aubenas et l'autoroute A7. Il s'agit de reporter ce trafic de transit de la RN102, qui engorge actuellement la traversée du Teil (13 000 véhicules par jour, dont 6 % de poids lourds selon des comptages effectués en 2010) sur une déviation au Nord de la commune du Teil.

Le tracé, long de 4,5 km environ, débute par la réalisation d'un giratoire (dit Giratoire des « Grimolles »), déjà réalisé dans le cadre des travaux du marché TOARC1, sur la RD86 actuelle, et rejoint la RN102, avec l'aménagement d'un demi échangeur.

À l'issue de la réalisation complète de la liaison, la RN102 actuelle entre le demi-échangeur et la commune du Teil sera déclassée, tandis que la partie de la RD86 au sud du giratoire de Grimolles sera reclassée dans le réseau national.

#### **TOARC2**

Description des travaux :

Travaux concernés sont:

Tranche ferme:

- rétablissement du chemin de Mayour Ouest à Rochemaure
- rétablissement du chemin de Mayour Est à Rochemaure
- l'ouvrage d'art n°4 (OA 4) de franchissement du chemin de Mayour et du cours d'eau du Chambeyrol,

Tranche optionnelle:

- le décapage et le dégagement des emprises de tracé du contournement du Teil entre l'OA 4 et l'OA 2 à la Sablière.

## **TOARC3**

### Description des travaux :

Le projet de contournement du Teil (RN 102) consiste en la construction d'une déviation routière bidirectionnelle (2 voies) d'une longueur de 4,5 km, avec une voie supplémentaire de dépassement sur un tronçon de 1,5 km.

Cette nouvelle infrastructure permettra de contourner l'agglomération du Teil par l'Ouest puis le Nord, depuis le hameau du Pontet sur la RN102 (le Teil), jusqu'à la déviation de la RD86 à Rochemaure.

L'opération est estimée à : 68,5 millions d'euros TTC à terminaison.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 1 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : les communes de Rochemaure et du Teil en Ardèche (07).

### **RN 102 - Contournement Nord du Teil- Aménagements paysagers et d'entretien :**

### Description des travaux :

L'ensemble des travaux comprend la fourniture et leur mise en place dans les règles de l'art, de l'ensemble des produits mentionnés et décrits ci-après. Les travaux s'organisent selon les prestations suivantes :

- INSTALLATIONS
- TERRASSEMENTS
- PLANTATIONS
- GARANTIES ET ENTRETIEN
- AUTRES AMENAGEMENTS

### **Contournement du Teil - Assainissement chaussées équipements signalisation et écrans acoustiques**

### Description des travaux :

Les travaux concernent tout le linéaire du contournement du Teil, travaux programmés en 2024.

Le marché concerne les travaux d'assainissement, chaussées, équipements, signalisation et écrans acoustiques.

Nature des travaux :

Marché VIADUCS :

Nature des travaux :

Réalisations du viaduc du Frayol, y compris ses murs en retour en béton puis en remblai renforcé (murs M2 et M3), et le complément du mur en remblai renforcé M1 au droit de la palée provisoire, décrits dans le CCTP VIADUCS

Réalisation du viaduc du Chabassot, y compris ses murs en retour en béton puis en remblai renforcé. Décrits dans le CCTP VIADUCS

Marché TOARC 2 :

Nature des travaux :

Travaux de terrassement.

Travaux de génie civil.

Travaux de pose d'équipement.

Travaux de signalisation horizontale et verticale.

Travaux d'enrobé.

Marché TOARC 3 :

Nature des travaux :

Les travaux prévus sont les suivants :

- \* l'ouvrage d'art n°1 (OA1) de franchissement du chemin de Couloubre par le contournement du Teil,
- \* l'ouvrage d'art n°2 (OA2) : franchissement du contournement par la rue Albert Camus,
- \* le passage à faune OA3, au-dessus du contournement,
- \* les ouvrages hydrauliques OH 4, 5, 6a, 6b, 7, 8, 9, 10 et 12,
- \* les terrassements (décapage terre végétale, réalisation des déblais et remblais, constitution de la couche de forme,
- \* les bassins BR1, BR2 et BR3,
- \* les murs de soutènement M5, M6, M 7, M8 et M9
- \* des merlons acoustiques,

## Marché RN 102 - Contournement Nord du Teil- Aménagements paysagers et d'entretien :

### Nature des travaux :

Les Travaux d'Aménagements Paysagers comportent :

- La ou les installation(s) de chantier nécessaire(s) au bon déroulement des travaux,
- Le nettoyage préalable des zones à planter et ensemençer, quel que soit l'état du terrain,
- Le piquetage pour toutes les plantations (arbres, arbustes, massifs et sujets isolés),
- L'ameublement des surfaces à planter ou à semer,
- La confection des fouilles pour plantations des sujets isolés, arbres, arbustes, baliveaux, grimpantes et retombantes,
- Le triage et l'évacuation des matériaux et produits impropres au remblaiement,
- L'enlèvement des plus grosses pierres et débris éventuels,
- La réutilisation par reprise sur stocks de la terre végétale du site sauf en cas de terres polluées ,
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de terre végétale, dans les fosses de plantation et surfaces ensemençées,
- La fourniture, le transport et la mise en jauge des plants,,
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de compost/amendement,
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de paillage en BRF et en toile biodégradable,
- Les plantations proprement dites,
- La taille de plantation pour assurer une bonne reprise des végétaux,
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tuteurs, ancrages et attaches pour arbres tiges et cépées,
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de protection de troncs pour arbres et arbustes,
- La fourniture de l'eau et l'arrosage de l'ensemble des plantations,
- L'ensemencement et l'engazonnement des surfaces prescrites selon les plans d'aménagements ainsi que toutes surfaces endommagées dans le cadre des travaux d'aménagements paysagers.

Les travaux d'entretien comportent :

RN102 - Contournement Nord du Teil, CCTP, Aménagements paysagers et entretien - Page 6/47

- Le fauchage mécanique des surfaces ensemençées et engazonnées ainsi que des surfaces définies selon les plans (déjà végétalisées mais entrant dans le champ d'action d'entretien de l'entreprise) avec maintien sur site des matériaux de fauche.
- La fourniture de l'eau et l'arrosage des végétaux groupés ou isolés,
- L'entretien des tuteurs et attaches des baliveaux et des végétaux isolés,
- la maintenance du paillage BRF et toile biodégradable,
- Le désherbage des plantations (grimpantes et retombantes),
- Le remplacement des végétaux morts à l'issue du constat de reprise des travaux de parachèvement.

Pour information, l'entretien et le suivi de la végétation sera à réaliser sur une période de 3 ans (36 mois), comportant :

- Parachèvement et Confortement : 3 ans (36 mois)



## Marché Contournement du Teil - Assainissement chaussées équipements signalisation et écrans acoustiques

### Description des travaux :

Les travaux concernent tout le linéaire du contournement du Teil, travaux programmés en 2024.  
Le marché concerne les travaux d'assainissement, chaussées, équipements, signalisation et écrans acoustiques.

### Nature des travaux :

Les travaux concerneront la réalisation de la chaussée sur le tracé du contournement du Teil entre les OA qui seront réalisés avant le début de cette intervention.

## **1.2 - Intervenants**

### **1.2.1 - Parties contractantes**

**Maître d'ouvrage principal :**

DREAL AUVERGNE RHONE ALPES  
5 places Jules Ferry  
69453 LYON CEDEX 06  
Tél : 04 26 28 60 00

**Maître d'œuvre principal :**

DIR CENTRE EST  
SIR DE LYON  
228 rue Garibaldi  
69446 LYON  
Tél : 04 69 16 63 33

**Maître d'œuvre :**

DIR CENTRE EST DIR DE LYON  
228 rue Garibaldi  
69446 LYON

MOE ÉTUDES : ARTELIA

**Coordination SPS :**

PRESENTS, Agence PACA  
18/20 Av Robert SCHUMANN  
13002 MARSEILLE  
Tél : 04 91 42 08 86  
Nom CSPS : TOMA Cyril  
Email : c.toma@presents.fr  
Nom CSPS suppléant : Christian RICHARD  
Email : ch.richard@presents.fr

#### 0.1.1 - Organismes de prévention

**CARSAT**

ANTENNE PREVENTION  
Concept Girodet - Bât C - 1er étage Allée du Concept  
26500 BOURG LES VALENCE Tél : 04 75 83 91 40  
Fax : 04 75 83 91 49

**OPPBTP**

Agence de LYON  
45 avenue Général Leclerc 69007 LYON  
Tél : 04 78 37 36 02  
Fax : 04 78 37 69 23

**DIRECCTE**

15 avenue Clément Faugier 07000 PRIVAS  
Tél : 04 75 66 74 74  
Fax : 04 75 64 76 18

#### 0.1.2 - Exploitant(s)

### 0.1.3 - Organismes de secours

Pompiers : Tél. 18 ou 112 avec un portable SAMU : Tél. 15

Police ou gendarmerie : Tél. 17

## **1.2.2 - Autres intervenants**

Mairies concernées par les travaux :

Mairie de Rochemaure

2 Place de la Mairie - BP 19

07 400 Rochemaure

Tél. 04 75 49 08 07

Fax. 04 75 49 02 24

Mairie de Le Teil

rue de l'Hôtel de Ville

07400 Le Teil

Tel 04 75 49 63 20

Fax 04 75 52 20 92

Centre Hospitalier

Quartier Beausseret

Route de Crest

26200 Montélimar

04 75 53 43 40

## **1.3 - Mission du Coordonnateur SPS**

Le Coordonnateur SPS n'a pas de pouvoir de commandement direct à l'encontre des entreprises. Il fera donc ses observations aux entreprises concernées par le biais du Registre Journal, et les entreprises apposeront leur signature sur les éléments présentés.

A cet effet, lors de l'inspection commune, les entreprises indiqueront au Coordonnateur SPS le nom de la personne habilitée à contresigner les observations faites par le Coordonnateur SPS.

### **1.3.1 - Plan Général de Coordination (PGC)**

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier sont soumises à l'application de ce PGC. En fonction de l'évolution des travaux, le PGC sera mis à jour.

Le PGC étant joint à l'appel d'offres, toute entreprise qui désignerait un sous-traitant ou autre partenaire pendant l'exécution des travaux a l'obligation de lui transmettre un exemplaire en vigueur du PGC.

### **1.3.2 - Inspection commune**

Toute entreprise destinée à intervenir sur le chantier devra participer à une inspection commune avec le Coordonnateur SPS avant le démarrage de ses travaux. Par entreprise, on entend les titulaires de marchés, les cotraitants, les sous-traitants et les travailleurs indépendants.

Pour cela, chaque entreprise prendra contact avec le Coordonnateur SPS suffisamment tôt pour convenir d'une date d'inspection commune. A défaut d'inspection commune, l'entreprise pourra se voir refuser l'accès au chantier et ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation en cas d'éviction.

Les prestataires et locatiers divers ne sont pas tenus de faire une inspection commune avec le Coordonnateur SPS. Par contre, ils recevront impérativement les consignes de sécurité par l'entreprise qui les aura mandatés. La transmission de ces consignes sera alors formalisée par l'entreprise dans son PPSPS.

Sauf dans le cas d'exception laissé à l'appréciation du Coordonnateur SPS, l'entreprise devra s'organiser pour garder un délai de 10 jours ouvrables avant le début des travaux pour faire l'inspection commune.

Si ce délai n'est pas respecté, le Coordonnateur SPS pourra refuser le rendez-vous proposé par l'entreprise, en fixer un autre à une date différente et demander au Maître d'Ouvrage de refuser l'accès au chantier à l'entreprise concernée.

### **1.3.3 - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)**

Tout entrepreneur, ainsi que ses sous-traitants, sont tenus de remettre au Coordonnateur SPS, 5 jours ouvrables avant toute intervention, un PPSPS relatif aux travaux qui leurs sont confiés. Ce PPSPS est fourni en format informatique et en format papier à la demande du CSPS.

Le PPS sera établi en tenant compte des mesures définies par le présent PGC, des mesures définies lors de l'inspection commune et des prescriptions fixées par le marché.

L'attention de chaque entreprise est attirée sur l'importance de ce PPSPS. Son contenu est défini par le Code du Travail et les différents thèmes devront donc être développés en étant adaptés à cette opération.

Ainsi, les mesures prises pour pallier aux risques propres de l'entreprise et aux risques venant des autres intervenants (risques importés) devront être précisément définies.

Chaque PPSPS devra bien décrire les risques exportés (adaptés à cette opération) envers les autres entreprises, susceptibles d'impacter les interventions des travailleurs concernés.

Si le mode opératoire retenu par l'entreprise entraîne des modifications du contenu du PGC, l'entreprise concernée devra en faire mention dans son PPSPS et informer le Coordonnateur SPS pour qu'il puisse en tenir compte et procéder à la mise à jour nécessaire.

Note : Toutes les personnes qui interviennent sur le chantier en tant que prestataires ne sont

pas soumises à l'obligation de fournir ce document (exemple : maîtrise d'œuvre, contrôleur technique) mais le Coordonnateur SPS se réserve le droit de le demander selon les cas.

Chaque entreprise dont le personnel aura été victime d'un accident corporel sur le chantier avec arrêt de travail devra en informer le Coordonnateur SPS dans un délai de 24 heures.

## **2 - Mesures d'organisation générale du chantier** **arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le** **coordonnateur**

Cet additif au Plan Général de Coordination (PGC) au sens de l'article R4532-47 du code du travail, a vocation à compléter le PGC existant et à préciser les mesures à mettre en œuvre en période de l'épidémie du Covid-19. La présente mise à jour est consécutive à l'épidémie de Covid-19 et aux mesures qui ont été prises par les autorités. Dans le respect des mesures et consignes sanitaires précisées par l'arrêté du 14 mars 2020 et le décret n°2020-260 du 16 mars 2020, ainsi que les éventuelles autres dispositions réglementaires qui pourraient être prises par le gouvernement, cet additif a pour objectif de compléter le PGCSPPS en vue de la continuité des activités de travaux dans ce contexte. Cet additif prend en compte le « guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus Covid-19 » rédigé par l'OPPBTP et publié sous la référence H5 G01 20 le 02 avril 2020, qui a reçu l'agrément des ministères de la Transition écologique et solidaire, de la Ville et du Logement, des Solidarités et de la Santé, et du Travail.

Il appartient à chaque entreprise intervenante sur l'opération de mettre en œuvre les dispositions générales rappelées dans le présent document et guidées par le principe du respect des gestes barrières ainsi que toutes les dispositions particulières liées à leur activité qui seront détaillées dans leurs PPSPS respectifs et modes opératoires associés. Les entreprises s'assureront que ces mesures seront appliquées par l'ensemble de leur personnel.

Le Maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS se tiennent à disposition pour les accompagner pour la reprise des travaux et permettre leur continuité.

La présente mise à jour du PGC, formalise sous l'autorité du Maître d'ouvrage, une liste des conditions sanitaires minimales à la reprise ou la poursuite de l'activité.

Un CISSCT extraordinaire est organisé par visioconférence pour présenter les risques et les mesures communes à prendre par tous les intervenants.

### **Rappel sur le COVID 19**

Les coronavirus sont une grande famille de virus qui provoquent des maladies allant d'un simple rhume à des pathologies plus sévères comme le SRAS-CoV ou le Mers-CoV.

Le virus identifié en janvier 2020 en Chine est un nouveau Coronavirus SARS-CoV-2. La maladie provoquée par ce Coronavirus a été nommée COVID 19 par l'Organisation mondiale de la Santé. Depuis le 11 mars 2020, l'OMS qualifie la situation mondiale du COVID-19 de pandémie ; c'est-à-dire que l'épidémie est désormais mondiale.

La transmission du virus s'effectue par projection de gouttelettes (éternuements, toux) et par contact physique principalement par les mains via des objets contaminés, ce qui en fait une maladie très contagieuse (même lieu de vie, contact direct à moins d'un mètre lors d'une toux, d'un éternuement en l'absence de mesures de protection).

Les gestes barrières et les mesures de distanciation sociale sont par conséquent indispensables pour se protéger de la maladie.

Nous ne donnons pas de conseils médicaux. Seul un professionnel de santé est apte à fournir un avis médical, et seules les autorités sanitaires du pays sont compétentes pour donner des

consignes de santé publique relatives à la pandémie du Covid-19.

En concertation avec le MOA, MOE et le CSPS, les points suivants ont été développés:

# Toutes les entreprises concernées devront mettre à jour leur PPSPS suite à la mise à jour du présent PGC. Un additif devrait répondre clairement aux préconisations de l'OPPBTP concernant les mesures sanitaires face au CORONAVIRUS.

# Les réunions de chantier devront s'organiser :

- soit sur site mais à l'air libre en respectant les gestes barrières notamment la distance de 1m;
- soit par audioconférence. Interdiction totale de l'organiser confiné dans un bungalow ou une salle.

# Chaque intervenant doit désigner un référent Covid-19 pour l'entreprise, qui sera chargé de coordonner les mesures à mettre en œuvre pour les salariés de son entreprise (PPSPS). Il sera également l'interlocuteur du référent Covid 19 du chantier. Les noms des référents seront communiqués au CSPS, au MOE et au MOA.

# Transmettre au MOA, MOE et le CSPS les effectifs par site. Transmettre au fur et à mesure au MOA, MOE et le CSPS les évolutions d'effectifs.

Chaque employeur est en capacité de produire en temps réel un état nominatif des effectifs présents sur le chantier (y compris les intérimaires et prestataires).

# Prioriser les ateliers qu'il souhaite reprendre ainsi que les mesures qu'il compte mettre en œuvre ; Préciser l'organisation des tâches et des postes de travail telle qu'envisagée par les entreprises, avec le personnel nécessaire sans altérer les conditions de sécurité ; Identifier les zones de travail dans lesquelles les inter-distances ne pourront être respectées ; Proposer l'analyse de la tâche et des moyens spécifiques (EPC et EPI à mettre en œuvre).

# Dans son périmètre d'intervention, chaque entreprise organisera ses ateliers de manière à respecter la non Co activité et les gestes barrières entre ses salariés.

# La réception des matériaux, matériels et équipements sera effectuée sans contact physique entre les personnes, en respectant les mesures barrières.

# Tout contact direct avec les protections collectives est à éviter. Toutes les surfaces susceptibles d'avoir été en contact direct avec la peau doivent être nettoyées avec une solution désinfectante telle que préconisée par les autorités sanitaires.

# Ne peuvent être admises sur les chantiers que les personnes auxquelles aura été dispensé un accueil (renforcé pour les intérimaires) spécifique sur :

- le risque lié à la contamination par le covid-19 ;
- les gestes barrières préconisés par l'OPPBTP;
- l'organisation du chantier et les règles à respecter qui en découlent ;
- la mise en œuvre des EPI spécifiques (lavage - désinfection, port du masque et des gants).
- cet accueil de sécurité est obligatoire pour tous. L'employeur assure la traçabilité de la dispense de cet accueil pour chaque salarié et travailleur intervenant sous ses ordres.

# Chaque entreprise doit prévoir ses propres outillages et véhicules/engins. Dans le cas de l'impossibilité de respecter la distanciation, l'entreprise devra au préalable informer le MOA, MOE et le CSPS des mesures prises.

# Lieu de vie, de contacts et d'échanges, la base vie ou le bungalow de chantier sont des espaces où l'organisation des présences et des déplacements doit faire l'objet d'une attention soutenue:

- Assurer un affichage fort et visible des consignes sanitaires.
- Respecter, en toutes circonstances, une distance d'au moins un mètre entre les personnes.
- Organiser l'utilisation commune des réfectoires et vestiaires en respectant les règles de distanciation.
- Installer un point d'eau permettant le lavage des mains, ou un distributeur de gel ou de solution hydro alcoolique à l'extérieur (au droit de l'entrée dans les bases vie ou bungalows de chantier).
- Imposer le lavage des mains avant toute entrée dans les bases vie ou bungalows de chantier.
- Mettre à disposition des lingettes désinfectantes dans les toilettes pour désinfection avant chaque usage.
- Vérifier plusieurs fois par jour que les distributeurs de savon, d'essuie-mains, de lingettes jetables et/ou de gel ou de solution hydro alcoolique sont approvisionnés. La tenue d'un tableau de suivi doit être à jour et affiché.
- Assurer une fréquence quotidienne de nettoyage de toutes les installations communes au moyen de produits désinfectants. Les travaux de nettoyage comprennent sols, meubles, postes de travail dont poste de garde. Les surfaces de contact les plus usuelles (portes, rampes d'escalier, fenêtres et tout autre équipement où l'on peut poser les mains, toilettes, y compris toilettes mobiles) doivent être nettoyées toutes les deux heures. Le personnel en charge du nettoyage doit être compétent et dûment équipé. idem pour assurer une désinfection par nettoyage pour les fours micro-ondes, réfrigérateurs, entre chaque tour de repas.
- Privilégier, le cas échéant, la pratique de la gamelle et du thermos individuels apportés par chaque compagnon.
- Accès au chantier pour la maîtrise d'œuvre, Le MOE interviendra pour la surveillance de chantier de deux façons :
  - \*soit en surveillance éloignée (observation à distance pour respecter les mesures de distanciation sociale) afin de visualiser l'avancement des travaux;
  - \*soit en accédant à la zone de chantier lors de la pause méridienne des membres de l'entreprise ou le vendredi après la fin des travaux. Une coordination étroite sera assurée entre MOE et les entreprises afin que les règles de distanciations sociales soient respectées.



## **3 - Mesures de coordination prises par le Coordonnateur SPS**

### **3.1 - Circulation**

#### **3.1.1 - Circulations horizontales**

##### **3.1.1.1 - Circulation de chantier**

Pendant la période de préparation, l'entreprise désignée établira un projet de plan général de circulation sur le chantier en privilégiant la spécialisation des voies. Ce document sera établi à partir du Dossier d'Exploitation Sous Chantier (DESC), quand il existe, et présentera pour chaque phase de circulation un plan de détail.

L'entreprise responsable est : Les Entreprises titulaires des marchés
---

Toutes les entreprises intervenant par la suite sur le chantier se soumettront à ce plan de circulation. Si pour une quelconque raison, une entreprise considère ne pas pouvoir respecter ce plan de circulation (encombrement engin, etc.), elle devra en informer le Coordonnateur SPS afin que la solution appropriée puisse être mise en œuvre.

Les objectifs recherchés par ce plan de circulation sont les suivants :

- Organiser la circulation sur le site de façon pertinente ;
- Gérer les croisements de flux (entrées et sorties) ;
- Limiter les marches arrière ;
- Eviter les interférences avec le trafic usagers ;
- Limiter les points d'interférences avec les riverains.

Les points devant notamment figurer sur le plan de circulation sont :

- les cheminements,
- les accès riverains,
- les points singuliers (obstacles, emprise des travaux, limitations de gabarit, etc.),
- les zones à risques,
- les modalités et zones de stockage,
- le fléchage,
- les aires de retournement,
- la position des balisages,
- les accès de service,
- les sens de circulations,
- les zones laissées à la disposition des entreprises (stationnement, stockage divers, etc.).

La présence de piétons dans les zones de circulations réservées aux engins ou véhicules est interdite.

La circulation publique est prioritaire sur la circulation de chantier.

Les règles de circulation sur le chantier sont les suivantes :

Circulation à 50 km/h maximum, ramenée à 30 km/h maxi au droit des postes de travail et dans les zones où se trouvent des piétons, la vitesse des véhicules doit, en permanence, être adaptée aux conditions de circulation.

Circulation à droite, sauf indication contraire motivée par des impératifs d'organisation interne du chantier.

Circulation de tous les véhicules feux de croisement allumés.

Les véhicules de chantier, en particulier les poids lourds, devront disposer d'une voie de circulation d'une largeur de 3 mètres minimum. Dans les zones où la largeur de la voie de chantier sera inférieure à 3 mètres, l'entreprise responsable devra prévoir un balisage longitudinal des rives de la zone circulaire.

Les voies et rives concernées sont : Toutes les voies et pistes de chantier

Tous les obstacles tels que lignes électriques aériennes, passages inférieurs d'ouvrages d'art, équipements, fouilles, dénivelés, etc. devront être signalés et des protections adaptées (telles que merlon, gabarit, glissières béton, etc.) seront mises en place.

L'entreprise responsable de la mise en place et de l'entretien est :  
Les Entreprises titulaires des marchés

Les obstacles identifiés sont : Non communiqués à ce jour.

Les mesures spécifiques à prendre en compte sont :

Définition des pistes :

Les pistes de chantier devront être adaptées aux nécessités techniques des engins ou véhicules. Elles devront présenter les caractéristiques minimales suivantes :

Largeur au moins égale à :

- Huit mètres dans le cas de circulation bidirectionnelle,
- Six mètres dans le cas de circulation alternée.
- Quatre mètres dans le cas de circulation unidirectionnelle.
- Pente longitudinale inférieure ou égale à 10 %.

Dans le cas de circulation alternée, des refuges de croisement (sur largeur 2m minimum) devront être aménagés. L'espacement entre ceux-ci devra être tel que l'on pourra, depuis un refuge, distinguer facilement le prochain, et cela de jour comme de nuit. Cette distance entre refuges ne pourra pas être supérieure à 100m.

En crête de talus, de remblai, de paroi, ainsi que sur les bords d'un plan d'eau, il sera mis en place en bordure de piste, un dispositif de protection difficilement franchissable par un engin ou un véhicule circulant à vitesse normale (merlon continu de terre ou glissière de sécurité ou pose continue de gabions, etc.). Pour le cas de merlon de terre, ce dispositif aura une hauteur au moins égale au rayon des plus grandes roues des engins ou véhicules appelés à circuler.

Ce dispositif de protection sera surmonté d'un balisage rétro-réfléchissant (piquets K5b, etc.).

Protection des points singuliers :

La protection des points singuliers pouvant présenter des risques pour la sécurité des personnes, la bonne conservation des ouvrages ou la circulation des engins et véhicules devra être assurée. Sont visés tout particulièrement ici, les piles et tablier d'ouvrage d'art, les fouilles, fossés, bassins, regards sur collecteurs, étalements, coffrages, postes transformation, etc. Le dispositif de protection sera équipé d'un balisage rétro-réfléchissant.

Assainissement :

Toutes les pistes seront dotées d'un réseau d'assainissement pour l'évacuation des eaux de pluie, de ruissellement, etc. de manière à garantir une circulation hors d'eau sur les pistes.

Entretien des pistes :

L'entretien des pistes et des dispositifs de protection sera assuré (stabilité, nivellement, praticabilité), comme l'entretien ou le renforcement des ouvrages existants (buses, ouvrages hydrauliques, etc.) pendant toute la durée des travaux.

Circulations en phase chaussée :

Lorsque la piste pourra être aménagée sur la plate-forme de la chaussée, elle sera à circulation bidirectionnelle sur une demi-plate-forme, de façon à permettre les basculements de circulation nécessaires.

Pistes bidirectionnelles :

La signalisation sera permanente en partie médiane, à l'aide de modules recto-verso. Ces modules de signalisation seront disposés de façon qu'une personne empruntant le tracé

puisse toujours en voir au moins un, sans toutefois excéder un espacement de 500 mètres. Les panneaux de signalisation utilisés sur ces modules seront au minimum de la série normale , 850 mm

Pistes sous circulation alternée :

La signalisation particulière précisera :

- l'ordre de priorité,
- la vitesse limitée (30 Km/h max.),
- la position des refuges de croisement (avec interdiction de stationner).

Intersections :

Chaque intersection de pistes nécessitera la mise en place d'une signalisation de priorité.

Accès :

Des panneaux « STOP » seront posés sur le tracé à chaque intersection avec une voie publique. Un panneau Chantier interdit au public sera posé à chaque accès.

Des panneaux de chantier spécifiant l'interdiction de tourne à gauche, après accord des autorités compétentes, seront posés sur les voiries d'accès.

Des clôtures de chantier, ou dispositifs de fermeture, devront interdire l'accès au chantier.

Ateliers fixes ou mobiles, en bordure de piste :

Les ateliers feront l'objet d'une pré-signalisation de type AK5 (+K4 chantier mobile - si nécessaire). L'atelier fixe sera balisé par des cônes de types k5a ou k5b ou, par un feu à éclat de couleur orange en particulier si l'atelier est mobile.

### 3.1.1.2 - Postes de travail en bordure de pistes circulées

Tous les postes de travail seront balisés. Ce balisage est à la charge de l'entreprise concernée. Un plan de principe de balisage sera joint au PPSPS de l'entreprise.

Chaque sous-traitant du titulaire aura à sa charge l'entretien de son balisage mis en place par son mandataire.

### 3.1.1.3 - Circulation piétonne

L'entreprise en charge du plan de circulation de chantier aménagera et entretiendra également le cheminement jusqu'au poste de travail. Ce cheminement sera éclairé pour les périodes de fin de journée, voire nocturnes si besoin.

L'entreprise en charge du plan de circulation de chantier aménagera et entretiendra les accès

Réservés au personnel de chantier.

Le nettoyage régulier de ce cheminement sera assuré et les obstacles éventuels seront évacués de façon à toujours laisser le passage libre.

Une signalisation matérialisant les zones prévues pour le passage sera mise en place et entretenue tout au long des travaux.

Les accès aux différentes zones de travail seront également réalisés et entretenues dans les mêmes conditions.

La circulation des piétons sur les voies servant aux véhicules et engins sera interdite.

L'amenée de tout le personnel au droit de son poste de travail se fera par l'utilisation des véhicules de l'entreprise.

Les cheminements pour le personnel à pieds sur le chantier seront transcrits sur le plan général de circulation par l'entreprise ayant établi ce plan.

Les mesures spécifiques à prendre en compte sont :

Lorsqu'il y a un risque de chutes d'objet sur les voiries en service et les accès piétons, un auvent sera aménagé de façon à retenir tous matériaux ou fluides susceptibles d'avoir un impact sur la circulation piétonne ou routière.

Ce passage devra être entretenu et nettoyé aussi souvent que nécessaire.

Il sera étanche et pourra supporter la chute d'un objet lourd.

Tout le personnel devra être équipé de vêtement de signalisation de classes 2 ou 3.

Quand une voie piétonne coupe une voie circulée, la voie piétonne est matérialisée au sol. Les entrepreneurs seront tenus de transporter leurs personnels jusqu'à leur poste de travail.

Dans les zones où la circulation des piétons sera autorisée, l'entrepreneur sera tenu d'aménager, à cet effet, une banquette hors d'eau, d'une largeur minimale de 0,80 mètre, avec signalisation et balisage appropriés.

#### 3.1.1.4 - Stationnement des véhicules

Les véhicules de chantier devront stationner sur les emplacements prévus à cet effet.

L'entreprise responsable de la mise en place et de l'entretien de la signalisation matérialisant ces zones est : Les Entreprises titulaires des marchés

Toutes les entreprises organiseront le transport de leur personnel afin d'éviter les venues en

Véhicule particulier. Ces consignes seront également transmises aux sous-traitants et autres prestataires intervenant pour le compte de l'entreprise.

La situation des zones prévues pour le stationnement est :

L'entreprise titulaire proposera une zone d'installation de chantier et de stationnement.

Le stationnement s'effectuera en marche arrière de façon à optimiser le champ de vision lors du départ des véhicules, toutes les sorties de véhicules du chantier et/ou base vie s'effectueront en marche avant

### **3.1.2 - Circulations verticales**

#### **3.1.2.1 - Accès entre différents niveaux**

Sans objet.

#### **3.1.2.2 - Mise en commun des échafaudages**

Sans objet.

#### **3.1.2.3 - Accès aux ouvrages**

Sans objet.

#### **3.1.2.4 - Accès en fond de fouille**

Les accès piétons en fond de fouille devront être réalisés de façon à permettre un accès sécurisé pour les travailleurs. Le talutage des fouilles est obligatoire si le blindage n'est pas prévu.

## **3.2 - Manutention**

### **3.2.1 - Mise en commun des moyens**

Il n'y a pas de mise en commun des moyens de manutention.

### **3.2.2 - Moyens de manutention verticale et règles d'utilisation**

De manière à limiter les risques liés à l'utilisation de moyens de manutention, l'employeur responsable devra s'assurer de :

- Utiliser des moyens de manutentions adaptés aux charges transportées ;
- Suivre les indications du fournisseur de matériel ;
- Vérifier régulièrement (vérifications de mise en service, périodiques générales et de remise en service) l'état du matériel de manutention (appareils de levage et accessoires de levage), l'utilisateur d'un appareil de levage doit toujours s'assurer de la réalisation des vérifications réglementaires ;

- Former ses salariés à l'utilisation de ces matériels, les manutentions par engins spécialisés seront opérées par des conducteurs titulaires d'une autorisation de conduite selon le type d'engin.

Certains matériels pourront cependant être utilisés par plusieurs entreprises dans le cadre de la mise en commun de moyens.

Lorsqu'une entreprise met du matériel à la disposition d'une autre entreprise (grues, échafaudage, engins de terrassement, etc.), ce matériel doit être conforme à la réglementation et en bon état.

La mise à disposition de matériel doit faire l'objet d'un protocole de prêt de matériel.

L'entreprise responsable des moyens de manutention assurera elle-même la manutention pour le compte de l'entreprise demandeuse, afin d'éviter une mauvaise utilisation du moyen.

### **3.2.3 - Implantation des zones de manutentions et de levage**

Les manutentions manuelles et mécaniques, ainsi que le levage des charges doivent être organisées sur une zone plane et stabilisée.

Cette zone doit être délimitée, et son accès interdit pendant les phases de levage par l'entreprise mettant en place le moyen.

Tout survol de charges en dehors des emprises du chantier est strictement interdit.

### **3.2.4 - Utilisation de grues**

Avant toute implantation de grue mobile ou à tour, ou tout autre appareil de levage, l'entreprise vérifiera ou fera vérifier la portance du sol à l'emplacement des appuis de l'engin concerné.

Préalablement à la mise en service, chaque grue fera l'objet d'une vérification par un organisme agréé, dont une copie du rapport sans réserve affectant le bon fonctionnement de l'engin sera transmise au Coordonnateur SPS.

Chaque grue sera équipée d'un anémomètre.

Afin de prévenir les risques qui pourraient naître d'une interférence entre les engins de levage d'intervenants du chantier ou d'autres opérations voisines, tout entrepreneur ayant prévu d'utiliser un engin de levage (grue mobile, grue à tour) communiquera au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS le plan où figurent les zones d'évolution des différents appareils de levage

qu'il compte mettre en œuvre.

Le Coordonnateur SPS procédera alors à la vérification de la compatibilité des différentes implantations et indiquera aux entreprises du chantier concernées les dispositions éventuelles à prendre pour supprimer les risques découlant de ces interférences.

### **3.2.5 - Limitation des manutentions manuelles**

La priorité est donnée à la manutention mécanique : chariots élévateurs, grues.

Lorsqu'une manutention manuelle de charges ne peut être évitée, des moyens adaptés doivent être mis à la disposition des travailleurs : palonniers, treuils, crics, vérins, crochets, tables élévatrices, etc. par l'entreprise concernée.

## **3.3 - Stockage**

### **3.3.1 - Zone de stockage**

Sur le chantier, les zones disponibles mises à disposition pour le stockage sont les suivantes :  
Les entreprises titulaires proposeront une zone d'installation de chantier et de stationnement  
Toutes les zones de stockage devront être matérialisées et clôturées

Chaque entreprise aura à gérer, dans la mesure du possible, ses approvisionnements sur le site pour minimiser son stockage.

Si l'espace disponible ne suffit pas à une entreprise, elle en informera le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

Les lieux de stockage devront être délimités et/ou fermés par une clôture rigide entretenue régulièrement.

La clôture sera assurée par l'entreprise suivante :

Les Entreprises titulaires des marchés

Aucun stockage ne sera organisé devant les accès et/ou les issues de secours.

Les entreprises prendront en compte dans leurs besoins ceux de leurs sous-traitants, fournisseurs, etc.



### **3.3.2 - Approvisionnement et enlèvement : dispositions à prendre par les entreprises faisant intervenir un livreur, fournisseur, etc.**

L'entreprise faisant appel à un prestataire devra prévoir, pour les véhicules de livraison, un chemin d'accès et une aire de stationnement stabilisés, de largeur suffisante, sans déclivité importante, exempts d'obstacles, permettant la mise en œuvre complète des stabilisateurs.

Les aires de stockage des matériaux de construction à livrer devront être délimitées au sol ou sur les seules parties résistantes de l'ouvrage.

Chaque entrepreneur devra désigner une personne compétente (réceptionnaire) chargée de l'accueil du livreur, de la délimitation de l'aire de livraison, de la surveillance de l'opération de livraison. Elle guidera les manœuvres notamment en cas de manque de visibilité en tenant compte du dégagement des fourches de levage.

Les matériaux repris seront reconditionnés.

L'entreprise devra donner au fournisseur les exigences de sécurité applicables sur le chantier et l'informer de la présence éventuelle de réseaux électriques aériens.

Toutes manœuvres et déchargement s'effectueront avec l'aide d'un homme trafic pour le guidage des engins et un chef de manœuvres pour les chargements et déchargements











### **3.3.3 - Zone de stockage des matériaux dangereux**




Certaines protections sont à observer :

- Séparer les produits acides et les produits basiques ;
- Ranger, de préférence, les liquides en dessous des solides ;
- Stocker seulement de faibles quantités de produits ;
- Aérer et éloigner suffisamment le lieu de rangement de toute source de chaleur.

Les stockages de produits dangereux devront être clairement signalés et devront se faire de manière à ne pas présenter de risques pour les utilisateurs comme pour l'environnement.

Les entreprises devront indiquer dans leur PPSPS les produits qu'elles utiliseront et pouvant présenter des risques particuliers. Elles joindront les fiches de sécurité santé de ces produits et préciseront les mesures particulières d'utilisation et les précautions à prévoir vis à vis des autres corps d'état et pour toute personne se trouvant à proximité des travaux.

					
	+	-	-	-	+
	-	+	-	-	-
	-	-	+	-	+
	-	-	-	+	○
	+	-	+	○	+

-  Stockage ensemble possible  
 Stockage ensemble impossible  
 Stockage ensemble possible sous certaines conditions

## **3.4 - Gestion des déchets et décombres**

### **3.4.1 - Interdictions générales**

### **3.4.2 - Obligation des entreprises**

Il est interdit de brûler les déchets, sauf autorisation spécifique au titre des installations classées ou pour les bois infectés par des insectes xylophages.

Il est d'interdit d'enfouir les déchets sur le chantier ou de les déposer dans une décharge sauvage.

### **3.4.3 - Organisation du tri sur le chantier**

Les entreprises ont l'obligation:

- de respecter la traçabilité des déchets dangereux
  - Déchets dangereux: bordereau de suivi des déchets dangereux ou BSDD
  - Déchets d'amiante: bordereau de suivi des déchets amiante ou BSDA
  - Déchets d'emballage: trace écrite de leur élimination
- de trier les emballages
- de respecter les obligations de transports des déchets ou de les confier à un professionnel du déchet qui les valorisera dans les conditions légales. L'entreprise devra conserver la trace écrite de l'évacuation des déchets (bordereau de suivi, bon de dépôt...)

Les dispositions nécessaires pour respecter ces obligations seront prises par les entreprises, si elles ne sont pas indiquées dans le cahier des charges techniques.

De façon plus générale, l'entreprise veillera à l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôt des déchets.

Trier les déchets sur le chantier permet notamment de réduire les coûts d'élimination et facilite le recyclage. Trois niveaux doivent être retenus pour le tri des matériaux:

- les déchets inertes: déchets qui pendant le stockage ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante (ex: briques, pierre, céramique, tuiles, terre non polluée...)
- les déchets non dangereux non inertes (ex: bois, carton, plastiques, laines minérales, peintures...etc.)
- les déchets dangereux (ex: aérosols, bois traités avec substance dangereuses, DEE, produits amiantés, peintures contenant des substances dangereuses...etc.).

### **3.5 - Enlèvement des matériaux dangereux**

Le chantier doit s'organiser en fonction de ce tri. Ainsi plusieurs bennes seront installées. Prévues en fonction de la typologie des déchets, elles seront correctement signalées et équipées de pictogrammes afin d'orienter le tri. Elles seront placées au plus proche des sources de déchets et seront accessibles aux camions d'enlèvement.

Une information/sensibilisation sera donnée aux salariés lors de leur accueil sur le chantier et les entreprises s'assureront que le tri des déchets dans les bennes est respecté durant toutes les phases du chantier.

#### **3.5.1 - Cas de l'amiante**

#### **3.5.2 - Cas du plomb**

Sans objet.

#### **3.5.3 - Pollution des sols**

Sans objet.

### **3.6 - Utilisation des protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale**

#### **3.6.1 - Règles d'utilisation des protections collectives**

##### **3.6.1.1 - Mise en commun des protections collectives (échafaudages de pied, périmétriques, etc.)**

Toutes les protections collectives doivent être conçues, mises en œuvre et entretenues pour respecter les dispositions suivantes :

- Les protections collectives sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.

- Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivant :
  - après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux ;
  - après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet ;
  - après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.

Les protections collectives sont gérées par : les mandataires retenus pour chaque marché. Afin d'éviter toute interférence avec l'environnement immédiat notamment les riverains, il sera nécessaire de mettre une clôture du chantier adéquate contre les désordres que pourrait exporter l'entreprise.

Dans le cas où le risque subsiste au-delà de la fin des travaux réalisés par l'entrepreneur, celui-ci s'engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu'il a mises en œuvre.

Chaque entreprise devra transmettre les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder qui assurera la maintenance des protections. Celle-ci devra s'assurer que les protections mises en place pendant toute la durée de son intervention sont suffisantes et adaptées aux travaux à réaliser.

Toute entreprise, dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place par une autre entreprise, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace. Elle en assure la maintenance jusqu'à la fin des travaux et en informe le Coordonnateur SPS.

#### 3.6.1.2 - Mesures spécifiques

Il incombe aux entreprises de détailler les mesures suivantes à travers leurs PPSPS pour les tâches spécifiques à leurs activités :

=> Prévention des risques liés aux chutes de plain-pied :

- Port de chaussures antidérapantes.
- Empierrement, lorsque c'est possible, des zones à terrain difficile.
- Rangement des zones de travail et de circulation et accès aménagés en fonction des travaux.
- Entretien des sols, nettoyage immédiat en cas de renversement de produits.
- Eclairage de sécurité pour les sous-sols, les accès sombres.

=> Prévention des risques liés aux chutes de hauteur :

- La protection collective est toujours prioritaire devant la protection individuelle.
- La protection collective posée sur les cheminements et accès ne pourra être retirée avant la fin du chantier.
- Un contrôle et un entretien régulier de ces dispositions par du personnel compétent et connu du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS sont nécessaires pour le bon déroulement du chantier.
- Pour les circulations en hauteur, un plan de circulation est établi et mis à disposition du

Coordonnateur SPS.

- Installer des dispositifs de protection empêchant la chute : garde-corps, port de harnais de sécurité.
  - Utiliser des escabeaux adaptés, sécurisés.
  - Mettre des mains courantes sur les escaliers.
  - Les passerelles seront munies d'un panneau indiquant la charge admissible par mètre carré.
  - Pour les ouvrages de grande hauteur, il sera judicieux de mettre en place des garde-corps d'une hauteur d'au moins deux mètres revêtus d'un filet brise-vent (coffrage de piles, équipages).
  - Les garde-corps provisoires sur les tabliers seront étudiés de manière à permettre la pose des protections collectives définitives sans déposer les protections provisoires.
  - Les fouilles seront protégées contre l'éboulement et la chute de hauteur chaque fois que la profondeur ou la tenue des terres l'exigera (blindage ou talutage). Elles seront balisées ou protégées par des barrières d'une hauteur de 2 mètres rigides et jointives selon leur implantation par rapport aux circulations dans l'enceinte de chantier.
- Les fouilles seront remblayées dès que possible.

=> Prévention des risques liés aux chutes d'objet :

- Mise en place de console, plancher, plinthes empêchant toutes chutes d'objet. Un nettoyage régulier de ces surfaces est alors nécessaire.
- Les zones où le risque de chutes d'objet existe, seront neutralisées au passage des piétons par la mise en place d'un balisage.
- Il est interdit de circuler sous les charges.
- Le port du casque dans ces zones est obligatoire.
- La mise en place de plinthes ou de couloir d'évacuation peut s'avérer utile suivant le cas.
- Limiter la hauteur des stockages.
- Lors du franchissement de voies circulées (routes, voies ferrées, etc.), des dispositions particulières seront mises en place (coupure de circulation, filet de protection, tunnel provisoire, etc.).
- Les avaloirs sur les tabliers seront fermés à la verticale des voies circulées.
- Des zones de sécurité seront matérialisées au sol à l'aplomb des zones de travail en hauteur par l'entreprise réalisant ces travaux.
- L'entreprise de génie civil décrira son mode opératoire en précisant comment est assurée la stabilité de la voûte à l'avancement des travaux (en particulier au front de taille).
- Les engins circulant en tunnel seront équipés de cabines renforcées pour résister aux blocs pouvant tomber de la voûte.

=> Prévention des risques liés au bruit :

- Utilisation d'engins moins bruyants.
- Port de protections auditives (combiner bouchons et casque).
- Interdiction d'accès aux zones trop bruyantes (affichage).
- Limiter l'intensité du bruit, le nombre de salariés exposés.
- Installer des protections: capoter les machines bruyantes, etc.

=> Prévention des risques liés aux produits chimiques :

- Obtenir les fiches de données de sécurité de tous les produits manipulés.
- Mettre à disposition et s'assurer du port des équipements de protection individuels.
- Remplacer les produits dangereux par d'autres moins dangereux.
- Mettre en place des extincteurs appropriés aux différents risques.
- Etablir un Permis de feu pour tous les travaux à flamme nue.

=> Prévention des risques poussière :

- Système d'arrosage à prévoir

=> Prévention des risques liés aux vibrations :

Afin de prévenir les risques liés aux vibrations (conducteurs d'engins, utilisation de marteaux piqueurs, perforateurs, perceuses, etc.) l'entrepreneur devra :

- Assurer une formation et une surveillance médicale spécifique du personnel exposé.
- Réaliser un programme de réduction de l'exposition aux vibrations par la modification des modes opératoires, l'aménagement du temps de travail, l'utilisation d'un matériel approprié et l'équipement des engins de sièges à suspension.

=> Signalisation des ateliers :

L'entreprise chargée des travaux devra assurer l'étude, la mise en oeuvre, l'entretien et le nettoyage de cette signalisation. A cet effet, il devra désigner une personne qualifiée, nommée chargé de signalisation.

=> Franchissement d'un ouvrage :

La circulation de transit des engins ou véhicules sera interdite, sur le tablier de tout ouvrage d'art, tant que les barrières de sécurité définitives ne seront pas en place de chaque côté de la piste ou de la chaussée.

La circulation de transit des engins ou véhicules sera interdite sous un ouvrage en construction, tant qu'une passe- charretière n'aura pas été aménagée et les gabarits de pré-signalisation mis en place. Le Maître d'Œuvre (ou le Coordonnateur Sécurité) pourra être amené à décider d'un autre mode de protection et/ou signalisation. L'entrepreneur sera tenu de se conformer aux décisions prises.

La circulation de transit des engins ou véhicules sera interdite sous un ouvrage ouvert à la circulation publique, tant qu'une passe- charretière n'aura pas été aménagée selon les dispositions particulières arrêtées après accord des organismes concernés et du Maître d'œuvre.

=> Protection contre les chutes de pierres :

Mise en place de filets métalliques pour la protection des falaises ou talus contre les chutes de pierres. Cette protection sera assurée :

Soit par filets étendus sur les pentes sujettes au risque de roulement de pierres,

Soit par barrières verticales disposées en travers des pentes sujettes au risque de roulement

de pierres.

Les caractéristiques, les zones d'implantation et les conditions de mise en œuvre de ces protections seront soumises à l'agrément du Maître d'Œuvre et du coordonnateur SPS.

=> Protection contre les excès de vitesse :

Afin de garantir un meilleur respect de la vitesse des engins, camions et véhicules légers, l'installation de ralentisseurs pourra être décidée par le Maître d'Œuvre ou le Coordonnateur Sécurité, tout particulièrement pour les zones de travaux. L'entrepreneur sera tenu de se conformer aux décisions prises.

=> Protection au droit des lignes aériennes :

Toutes les lignes aériennes, EDF ou non, d'une hauteur inférieure à 15 mètres par rapport au terrain le plus élevé suivant les phases de production, seront pré-signalées par des gabarits de hauteur. Le Maître d'Œuvre ou le Coordonnateur Sécurité pourra être amené à décider d'un autre mode de protection et/ou signalisation. L'entrepreneur sera tenu de se conformer aux décisions prises.

=> La prévention contre les risques de coupure avec un outil tranchant (tronçonneuse, débroussailleuse à lame etc.)

### **3.6.2 - Règles d'utilisation des accès provisoires**

Les moyens d'accès au poste de travail sont choisis en fonction de la fréquence de circulation, de la hauteur, de la durée d'utilisation et de leur ergonomie. Ils doivent en outre permettre une intervention rapide des secours et l'évacuation en cas de danger imminent.

L'entreprise ayant en charge la réalisation des accès communs en assurera la maintenance pendant les travaux.

Les échelles ne peuvent être utilisées que comme moyen d'accès provisoire ponctuel et de courte durée, en aucun cas servir de cheminement à des approvisionnements, ni de poste de travail.

L'entreprise en charge de l'installation et de l'entretien des accès communs est la suivante :  
Le mandataire retenu pour chaque marché

Les modalités d'accès sur le chantier sont les suivantes :

Les entreprises titulaires d'un marché devront mettre en place un accueil de tous les salariés, y compris celui des sous-traitants et des intérimaires. Le chargé d'accueil de l'entreprise commentera le PPSPS à chaque nouvel arrivant sur le chantier.

L'entrepreneur titulaire du marché mettra à jour régulièrement la liste des personnes dans son

PPSPS et transmettra la mise à jour au coordonnateur SPS.

Ne peuvent pénétrer sur le chantier que les personnes habilitées par l'entreprise titulaire du marché.

Les accès sont situés aux endroits suivants :

A définir et faire figurer sur plan de circulation et de signalisation

### **3.6.3 - Règles d'utilisation de l'installation électrique générale**

L'installation électrique provisoire du chantier comprendra de façon distincte :

- les installations électriques pour les besoins des cantonnements, s'ils existent,
- les armoires, coffrets électriques et réseaux électriques de distribution du chantier,
- l'éclairage du chantier permettant la circulation sur tout le chantier et ses abords,
- l'alimentation des grues, centrales à béton, etc.

L'installation électrique provisoire du chantier sera réalisée par du personnel habilité. Celle-ci sera vérifiée par un organisme agréé.

L'entreprise responsable de la mise en place et de l'entretien est :

Les mandataires retenus pour chaque marché.

#### **3.6.3.1 - Armoires principales et secondaires de chantier normalisées**

Les armoires et coffrets de distribution basse tension seront maintenus fermés en permanence. Le type de fermeture sera d'un modèle approprié pour garantir son inviolabilité. Chaque armoire et coffret de distribution basse tension devra comporter un numéro d'identification.

Chaque armoire devra être équipée d'un dispositif « coup de poing » de coupure d'urgence en cas de problème, et d'une protection différentielle de 30 mA.

#### **3.6.3.2 - Implantation de l'installation électrique**

Concernant la conception et l'implantation de l'installation électrique, il convient de respecter les règles suivantes :

- Eloigner l'installation électrique principale des zones à risques, c'est-à-dire des zones de stockage de matériel ou des zones de production où de nombreux objets et outils conducteurs sont manipulés à proximité de l'installation.
- Baliser et protéger l'installation électrique : bloquer l'accès aux panneaux et armoires électriques par une porte ou un grillage fermés à clé, utiliser les panneaux de signalisation standardisés pour signaler le risque électrique.
- Utiliser des installations électriques protégées par une carcasse de sécurité qui ne s'ouvre



qu'une fois le courant hors-tension.

### 3.6.3.3 - Niveau d'éclairage

Lorsque le niveau de l'éclairage naturel est inférieur aux valeurs minimales d'éclairage réglementaires, il est nécessaire d'installer un éclairage artificiel adapté aux travaux à effectuer, ainsi qu'aux déplacements du personnel, sans créer de nouveaux risques.

Locaux affectés au travail et dépendances	Valeurs minimales d'éclairage
Voies de circulation intérieures	40 lux
Escaliers et entrepôts	60 lux
Locaux de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux
Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux

Locaux affectés au travail et dépendances	Valeurs minimales d'éclairage
Escaliers et entrepôts	60 lux
Locaux de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux
Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux

Locaux affectés au travail et dépendances	Valeurs minimales d'éclairage
Voies de circulation intérieures	40 lux
Locaux de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux
Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux

Locaux affectés au travail et dépendances	Valeurs minimales d'éclairage
Voies de circulation intérieures	40 lux
Locaux de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux
Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux
Postes de travail en tunnel	250 lux
Postes spécifiques dangereux (scie circulaire, etc.)	300 lux

Espaces extérieurs	Valeurs minimales d'éclairage
Zones et voies de circulation extérieures	10 lux
Espaces extérieurs où sont effectués des travaux à caractère permanent	60 lux

Espaces	Valeurs minimales d'éclairage
Eclairage général de la zone de travaux	30 lux
Postes de travail permanents et fixes	200 lux
Postes de travail permanents et itinérants	40 lux
Zones et voies de circulation des piétons (y compris escaliers)	30 lux
Postes de travail avec usage de machine dangereuse (scie, tronçonneuse, meule, etc.)	300 lux
Zones et aires de chargement ou de déchargement de matériaux (déblais, dépôts, etc.).	40 lux

Espaces	Valeurs minimales d'éclairage
Zones et voies de circulation extérieures	10 lux
Espaces extérieurs où sont effectués des travaux à caractère permanent	60 lux
Locaux de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux

## **3.7 - Interactions sur le site**

### **3.7.1 - Contenu des PPSPS**

Le Coordonnateur SPS analysera les PPSPS remis par les entreprises, en examinant particulièrement les risques exportés afin de mettre en place les mesures de coordination correspondantes.

Chaque entreprise qui modifie la nature de son PPS (mode opératoire, phasage des travaux, matériels, etc.) devra en informer le CSPS, par l'envoi d'un PPSPS modifié ou lors des réunions de coordination évoquées ci-dessous.

### **3.7.2 - Réunions de coordination SPS**

Les entrepreneurs seront tenus de participer aux réunions de coordination organisées par le CSPS.

Ces réunions, avec la participation du CSPS pour la partie sécurité - santé, auront notamment à l'ordre du jour :

- l'évolution du programme des travaux,
- la détermination des nouvelles Co activités éventuelles,
- la définition des mesures de sécurité à observer,
- le retour sur les manquements constatés à la sécurité.

La fréquence des réunions sera adaptée aux besoins du chantier.

Les réunions sont interdites dans un espace fermé et confiné. Une réunion en télétravail pourrait

être envisageable, à défaut une réunion à l'air libre avec respect strict des gestes barrières de sécurité face au CORONAVIRUS.

### **3.7.3 - Analyse des risques liés à la coactivité**

Les pages suivantes, relatives à l'analyse des risques de Co activités, ont été établies par le Coordonnateur SPS en fonction des éléments portés à sa connaissance par le Maître d'Ouvrage lors de la phase étude.

Le PGC étant un document évolutif, le contenu de cette analyse pourra être modifié en phase travaux, en fonction du déroulement des travaux et des PPSPS des entreprises.

Les entreprises seront tenues de coopérer avec le Coordonnateur SPS en lui transmettant les éléments nouveaux relatifs aux Co activités, et en appliquant sans délai, les conclusions découlant de la mise à jour de cette analyse.

Les mesures particulières à prendre en compte sont :

Camions et engins :

- Ils seront équipés d'extincteurs.
- Les camions et engins devront être en parfait état de fonctionnement et conformes à la réglementation en vigueur. Tous les camions intervenant sur le chantier devront pouvoir fournir un certificat de contrôle du service des mines.
- Tous les conducteurs d'engins devront posséder une autorisation de conduite conformément à la réglementation en vigueur.

Tous les camions et engins devront être équipés d'un dispositif de recul sonore (klaxon de recul) et lumineux (feux de recul) permanent ou pouvant être équipés de caméras.

- Ils devront être équipés d'une protection contre les chutes de pierres ou d'objets si nécessaire.
- Tous les véhicules seront équipés d'un gyrophare à éclat de couleur orange.
- Tous les camions et engins en déplacement lent devront être équipés également d'un panneau type AK5 lumineux « tri-flash ».

Assainissement :

Tous les regards recevront un tampon fixe provisoire ou une rehausse rendant impossible une chute à l'intérieur.

Divers :

- Protection des personnels contre les projections de matériaux travaillant en tranchée (filet, merlon, etc.).
- Arrosage du chantier si nécessaire (poussières).
- Camions équipés de tachygraphes et d'un dispositif sonore ou lumineux de benne levée.
- Surcharge des camions interdite sur le chantier.
- Avertisseur sonore de recul sur les engins de terrassement.
- Toutes les fouilles ou autres obstacles situés sur le chantier doivent être balisés.

- Gabarit de pré signalisation de toutes les lignes électriques, à laisser en place jusqu'à la fin des travaux de l'opération, suivant les directives du maître d'oeuvre ou du coordonnateur à charge de l'entreprise titulaire du marché CHAUSSEES.
- Signalisation des réseaux enterrés ou aériens à l'aide de panneaux de 100 cm x 50 cm à charge de l'entreprise titulaire du marché CHAUSSEES.
- Toute fouille à talus vertical de plus de 1,30 m de profondeur doit obligatoirement être blindée.
- Pose d'une barrière de protection autour des fouilles pour ouvrage d'art, d'une profondeur supérieure à 2 mètres.
- Sur tous les coffrages de tablier, prévoir un passage de service sur tout le périmètre.

#### Ateliers de mise en œuvre des chaussées :

- Les compacteurs à pneus seront équipés de paniers de ramassage.
- Le stationnement des V.L. lors de la mise en œuvre des produits de chaussées se fera dans le balisage de l'atelier
- Pas de piétons dans la zone dévolution des compacteurs.
- Lors du basculement de la circulation d'une voie à l'autre, le titulaire du marché CHAUSSEES devra prévoir un aménagement d'une largeur d'au moins 10 m pour le passage des camions et véhicules.
- La signalisation propre à ce basculement sera fournie, mise en place et maintenue par le titulaire du marché CHAUSSEES.

#### Centrale de fabrication des matériaux bitumineux :

- Avant mise en service de la ou des centrales, une information du personnel sur les consignes particulières propres au site et au matériel sera faite par l'entrepreneur, notamment une formation à la sécurité du futur personnel d'exploitation.
- Un plan d'installation sera remis pour approbation au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS.
- Chaque installation sera clôturée, possèdera un portail qui ferme à clefs, et devra être équipée d'un téléphone de secours de d'extincteurs, ceci dès le montage.
- Les zones de stockage des agrégats sont interdites aux piétons, leurs implantations seront telles qu'il ne puisse y avoir d'interférences entre les engins de chargement des trémies et les camions d'approvisionnement.

#### Transports :

- Il est strictement interdit de circuler benne levée sur le chantier. Un dispositif d'indication de benne levée devra être soumis à l'acceptation du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS et installé sur chaque camion transportant des matériaux de chaussées et la terre végétale.
- Toutes les bennes des camions doivent être équipées de portes arrière. Il est strictement interdit de circuler portes ouvertes.
- Le bâchage des camions se fera automatiquement à partir d'un dispositif type passerelle ou portique. A défaut, l'entrepreneur mettra un quai de bâchage à la disposition des chauffeurs.

#### Mise en œuvre des enrobés et risque de brouillard artificiel :

- L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les risques sur la circulation des usagers provoqués par la formation de brouillard artificiel pendant les chantiers d'enrobés à chaud.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les risques dus au dégagement de vapeur d'eau par temps de pluie sur les enrobés à chaud. Il devra prendre les dispositions suivantes :

- Se tenir informé chaque jour des prévisions météorologiques, afin de ne pas programmer des travaux d'enrobés en cas de prévision de pluie.
- Arrêter l'application en cas de dégagement de brouillard artificiel.
- Avertir immédiatement les usagers en cas de dégagement de brouillard artificiel par la mise en place en amont de la circulation publique à 150 mètres de la zone de dégagement de brouillard, de deux agents équipés de gilets rétro-réfléchissants de classe 2 et munis de drapeaux K1 rouges fluorescent.
- Avertir immédiatement le service d'exploitation par les moyens d'alerte du chantier ou tout autre moyen disponible.
- Organiser la surveillance et prendre toutes dispositions nécessaires tant que le risque existe, y compris après la fin de l'application, en particulier maintenir les agents d'alerte jusqu'au moment où l'enrobé ne produit plus de vapeur d'eau.

Réalisation d'écrans acoustiques :

- Les manutentions des écrans seront étudiées de telle sorte que la reprise des profilés et des écrans puisse se faire en sécurité.
- L'entrepreneur tiendra notamment compte des travaux susceptibles d'engendrer des risques de chute de hauteur comme le désélingage des panneaux.
- Le choix du désélingage automatique est recommandé.
- Aucun stockage ne pourra être laissé en dehors des heures habituelles de travail sur la voie publique ou circulée.
- Les stockages des différents éléments seront convenablement balisés.
- L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la nécessité de choisir un moyen de levage adapté aux charges et à la configuration du chantier.
- Dans la mesure du possible l'entrepreneur travaillera derrière les dispositifs de sécurité existants et utilisera le réseau secondaire pour accéder au chantier.
- En cas de nécessité, un balisage sera posé sur la voie publique ou circulée pour protéger les ateliers lors des levages. L'entrepreneur tiendra compte lors des opérations de levage du bilan des charges et les guidera à l'aide de cordes pour éviter qu'elles ne percutent un véhicule.

Chaux, liants :

- Le poste de conduite de chaque engin affecté au traitement des sols devra être équipé d'une cabine mise en surpression interne et climatisée. (Le dispositif de mise en surpression étant équipé d'une préfiltration adéquate de l'air prélevé à l'extérieur et introduit en cabine).
- Chaque engin d'épandage devra être équipé de jupes souples permettant de canaliser le produit pulvérulent jusqu'au sol, sans provoquer d'émission de poussières préjudiciables.
- L'épandage sera interdit par vent égal ou supérieur à 20 Km/h. L'entrepreneur devra disposer d'un anémomètre, sur le site des travaux.
- Chaque cabine d'engin devra comporter une réserve d'eau, afin de pouvoir rincer

abondamment les yeux en cas de contact avec le produit pulvérulent mis en œuvre.

- Cette réserve d'eau sera constituée par un jerrican de 20 litres minimum ou par une douche de secours portative.
- Dans la zone à traiter, l'intervention du personnel à pied sera réglementée et réduite au strict nécessaire. Le personnel autorisé devra disposer d'un équipement de protection individuelle spécifique et approprié.

L'analyse des risques de coactivités figure ci-après.

<b>Risques</b>	<b>Mesure de coordination</b>	<b>Risque mis-en œuvre par</b>	<b>Risque exporté vers</b>
Chute de plain-pied (sol encombré, glissant ou déformé).	Balisage des zones d'intervention et nettoyage du chantier. Aménagement des cheminements piétons. Port de chaussures de sécurité antidérapantes.	Terrassements, Aménagement paysager, Terrassements / Nivellement	Terrassements
Chute d'objets (stockage ou chargement mal arrimé, rupture d'élingue...).	Vérifier tous les engins et accessoires de levage selon la réglementation. Limiter la hauteur des stockages. Neutraliser les zones de manutention.	Terrassements, Aménagement paysager, Terrassements / Nivellement	Terrassements
Heurt par un engin en manœuvre ou par un élément manutentionné.	Équiper les engins d'avertisseur sonore de recul. Mettre en place un responsable manœuvre pour guider les chauffeurs dans toutes les manœuvres. Port du gilet rétro-réfléchissant de classe 2. Neutraliser les zones de manutention.	Terrassements, Aménagement paysager, Terrassements / Nivellement	Terrassements
Chute de hauteur (absence de protection collective).	Mise en place de protections collectives autour des fouilles (clôtures, garde-corps...)	Terrassements / Nivellement	Terrassements
Chute de petit matériel (travaux en hauteur).	Séparer les interventions dans le temps et l'espace. Interdiction de circuler sous les charges. Elingage par du personnel formé et habilité. Vérification de l'adéquation du matériel par rapport aux charges à manutentionner.	Terrassements / Nivellement	Terrassements
Chute/heurt par un élément manutentionné (rupture d'élingue,	Guider les manœuvres, phasage des interventions. Vérification de tous les engins et accessoires selon la réglementation. Balisage de la zone de travail et interdiction aux travailleurs à pieds de circuler sur la zone d'évolution des engins.	Terrassements / Nivellement	Terrassements

<b>Risques</b>	<b>Mesure de coordination</b>	<b>Risque mis-en œuvre par</b>	<b>Risque exporté vers</b>
décrochement...).	Port des EPI Port du casque		
Ensevelissement (éboulement, effondrement, explosion, stockage mal positionné...).	Interdire le stockage en tête de talus. Mettre en place un blindage ou talutage suffisant pour éviter l'éboulement du talus terrassé.	Terrassements /Nivellement	Terrassements
Risques liés à la circulation (heurt, écrasement du à la circulation ou à un basculement).	Mise en place d'une signalisation de chantier conforme à l'arrêté et au guide SETRA. Circulation du personnel de chantier dans le balisage. Guidage des manoeuvres	Terrassements /Nivellement	Terrassements
Rupture d'une canalisation (creusement de tranchée, terrassement, fonçage, battage... ).	Respecter le décret du 5 octobre 2011 concernant le DT et DICT. Respecter les prescriptions données par les concessionnaires. Repérage et implantation des réseaux. Respect des distances de sécurité. Consignation des réseaux avant intervention.	Terrassements /Nivellement	Terrassements
Electrocution, électrification (contact direct ou indirect avec des pièces sous tension...).	Respecter le décret du 5 octobre 2011 concernant le DT et DICT. Respecter les prescriptions données par les concessionnaires. Repérage et implantation des réseaux. Respect des distances de sécurité. Consignation des réseaux avant intervention.	Terrassements /Nivellement	Terrassements



**3.7.4 - Interfaces entre les marchés**

## **4 - Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation**

### **4.1 - Activité sur le site et mesures de prévention**

Lorsque le chantier se déroule sur un site en exploitation, chaque entreprise prendra en compte les contraintes d'exploitation données par l'exploitant.

Toute nouvelle contrainte d'exploitation apparue en cours de chantier, ayant une influence sur les mesures de sécurité en vigueur sur le chantier, fera l'objet d'une mise à jour du PGC transmise aux entreprises.

Réciproquement, les entreprises amenées à modifier en cours de travaux leur mode opératoire (horaires, accès, matériel, etc.) devront impérativement le signifier au plus tôt au Coordonnateur SPS afin que celui-ci puisse retransmettre ces informations à l'exploitant qui en informera son personnel.

L'exploitant pour cette opération est le suivant :

DIR CE

District de Valence

Les mesures spécifiques déterminées avec l'exploitant sont les suivantes : A définir.

### **4.2 - Interférences avec les chantiers limitrophes**

Le Code du Travail impose la concertation entre les maîtres d'ouvrage lorsque plusieurs opérations se déroulent sur un même site. Il s'agit là de gérer les Co-activités potentielles entre ces différents chantiers.

Pour cela, des réunions de travail faisant appel aux représentants des maîtres d'ouvrage seront organisées selon une fréquence à définir.

Les entreprises, intervenant dans le cadre de la présente opération, pourront être sollicitées pour participer à certaines de ces réunions, lorsque leurs compétences seront nécessaires.

Les conclusions faites à l'issue de chacune de ces réunions seront portées par le Coordonnateur SPS à la connaissance des entreprises intervenantes, pour mise en application des mesures de sécurité correspondantes.

Les chantiers limitrophes identifiés sont les suivants :

Non connus à ce jour

Les mesures spécifiques à mettre en œuvre sont les suivantes :

A définir selon besoin

### **4.3 - Réseaux enterrés et aériens**

Il est rappelé que les travaux à proximité d'une ligne ou d'une canalisation sous tension sont interdits, sauf si l'exploitant confirme par écrit que la mise hors tension est impossible.

L'attention des entreprises est également attirée sur le fait que la démarche relative aux DICT implique une planification définie par la réglementation. Les entreprises devront donc être vigilantes sur ce point afin que les travaux soient entrepris en toute sécurité.

Suite aux retours de la part des concessionnaires, les entreprises ayant des dispositions particulières à prendre vis à vis des réseaux existants joindront à leur PPSPS les avis émanant des concessionnaires concernés afin que le Coordonnateur SPS puisse retransmettre les informations aux autres entreprises.

Les réseaux identifiés sont les suivants : selon DT/DICT

Les mesures spécifiques à mettre en œuvre sont les suivantes :

Les compagnons devront être formés AIPR /HB HF/les entreprises mandataires des marchés devront respecter les DT/DICT et appliquer toutes les consignes des concessionnaires évoqués lors des rendez-vous pris par les mandataires des marchés avec eux

### **4.4 - Risques liés à la circulation extérieure**

L'entreprise chargée de la fermeture du chantier (paragraphe 5.3) apposera des panneaux « chantier interdit au public » à espace régulier et notamment au droit des possibilités d'accès au chantier des personnes extérieures.

Elle veillera pendant la durée des travaux au maintien en l'état de ces panneaux.

A chaque sortie du chantier, en intersection avec la voirie publique, l'entreprise mettra en place des panneaux « STOP » afin de toujours laisser la priorité au trafic public.

En cas de croisement de véhicules chantier au droit de ces intersections, la priorité est toujours au véhicule entrant dans le chantier.

Chaque entreprise veillera à ne rien entreposer au droit des entrées du chantier et à ne pas gêner l'accès au chantier pour les véhicules entrants afin que la circulation publique ne soit pas gênée

Les mesures spécifiques à mettre en œuvre sont les suivantes :

Si la configuration du chantier impose une circulation publique piétonne le long de zones de travail où existe un risque de chute de matériel ou de matériaux, une protection appropriée afin de protéger les piétons sera mise en place. Elle veillera à sa maintenance aussi longtemps que le risque perdure.

La signalisation sur le domaine public indiquant aux piétons les points de passage réservés devra également être assurée. Cette protection devra être dimensionnée pour résister aux chutes de matériaux et matériels évoqués ci-dessus.

L'entreprise responsable de ces mesures est la suivante :  
Les mandataires retenus pour les marchés

Dans le cas de travaux sur des ouvrages en service et/ou franchissant des voies circulées, les modes opératoires seront décrits précisément et les mesures de prévention y afférant seront appliquées strictement. Ces modes opératoires seront établis en tenant compte des consignes de sécurité des gestionnaires des voiries (autoroutes, SNCF, dossiers d'exploitation sous chantier, etc.).

Au cas où la circulation de riverains sur le chantier serait nécessaire, il conviendra d'établir avec les riverains une convention précisant les règles de sécurité du chantier à laquelle les riverains devront se conformer.

Au cas où la réalisation de travaux se ferait au-dessus de voies de circulation (voies ferrées, voies navigables, voies routières), l'entreprise devra consulter les règlements particuliers en vigueur édictés par les organismes concernés et indiquer, au maître d'œuvre ainsi qu'au coordonnateur SPS, dans son PPSPS, les dispositions prises pour s'y conformer.

Les voies franchies sont : RN102

## **4.5 - Analyse des risques liés à l'environnement**

L'analyse des risques liés à l'interférence avec l'environnement du chantier figurent ci-après.

<b>Risque</b>	<b>Oui / Non</b>	<b>Mesure / commentaire</b>
<b>Risque naturel</b>		
Chute de blocs provenant de massifs surplombant le chantier.	Oui	Mise en place de protections préalablement à la réalisation des travaux
Avalanche.	Non	
<b>Risque technologique</b>		
Exploitation en activité à proximité pouvant émettre des gaz nocifs (chlore, H <sub>2</sub> S, SO <sub>3</sub> ...) ou tous autres dangers.	Non	
Etablissement SEVESO à proximité pouvant être à l'origine de risques.	Non	
<b>Risque lié à l'activité</b>		
Renversement d'un salarié lors de travaux à proximité d'une voie de circulation.	Oui	Circulation du personnel dans le balisage et sur les cheminements piétons matérialisés. Port des EPI haute visibilité
Heurt, happement d'un salarié lors de travaux à proximité d'une voie ferrée.	Non	
Electrisation, électrocution, brûlure par contact ou arc électrique (travaux à proximité de lignes électriques aériennes).	Oui	Respect de la procédure DT/DICT Repérage et sondage sur les réseaux enterrés. Mise en place de dispositif de protection des réseaux aériens.

<b>Risque</b>	<b>Oui / Non</b>	<b>Mesure / commentaire</b>
Rupture de canalisation entraînant des blessures sur les salariés.	Oui	Respect de la procédure DT/DICT Repérage et sondage sur les réseaux enterrés.
Déversement accidentel de produits chimiques (pollution du sol, des nappes phréatiques, d'un cours d'eau...)	Oui	arrêt des travaux, appel au service de secours, Pompiers, Pas de stockage sur place de produits dangereux sans bac de rétention

## **5 - Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre**

### **5.1 - Installations de chantier**

#### **5.1.1 - Généralités**

La(les) zone(s) d'installation est (sont) située(s) comme ci-dessous :

L'entreprise titulaire du lot proposera une zone d'installation de chantier

Le(s) plan(s) d'installation de chantier sera (seront) soumis à l'accord du maître d'oeuvre et du Coordonnateur SPS en phase de préparation.

La mise à disposition et l'entretien des installations de chantier sont assurés par :

Les mandataires retenus pour les marchés.

Lieu de vie, de contacts et d'échanges, la base vie ou le bungalow de chantier sont des espaces où l'organisation des présences et des déplacements doit faire l'objet d'une attention soutenue.

Application de la réglementation selon les articles R4228-1 0 R4228-18

Les mesures spécifiques à mettre en œuvre sont les suivantes :

L'ensemble des installations de chantier sera clôturé. Chaque accès sera équipé d'un portail fermant à clefs. Ces équipements seront à la charge de l'Entrepreneur.

Une zone d'accès depuis la voie publique devra être réalisée et une zone de stationnement affectée aux véhicules du personnel devra être prévue. Cette zone de stationnement devra être distincte de la zone de chantier.

Les locaux seront équipés d'un moyen de lutte contre un début d'incendie.

#### **5.1.2 - Vestiaires**

L'installation des vestiaires s'organisera de la façon suivante :

Les vestiaires seront éclairés, chauffés et ventilés quelle que soit la situation et laissés en place jusqu'à la fin du chantier. Leur surface sera calculée en prenant comme référence une base de 1,25 m<sup>2</sup> par salarié.

Les vestiaires seront pourvus d'armoires penderie à double compartiment avec serrures ou cadenas.

# Le respect de mesures préconisées par l'OPPBTP est obligatoire.

### **5.1.3 - Réfectoires**

L'installation des réfectoires s'organisera de la façon suivante :

Leur surface sera calculée en prenant comme référence une base de 1,50 m<sup>2</sup> par salarié. Le (ou les) réfectoire(s) seront équipés de sièges et de tables (avec un revêtement imperméable) en nombre suffisant, de chauffe-gamelles et d'un réfrigérateur pour conserver les repas.

# Le respect de mesures préconisées par l'OPPBTP est obligatoire.

### **5.1.4 - Sanitaires**

L'installation des sanitaires s'organisera de la façon suivante :

L'entreprise mettra à la disposition des salariés :

- 1 WC et 1 urinoir raccordé au réseau Eaux Usées (20 personnes),
- 1 lavabo (un orifice pour 5 personnes),
- 1 douche pour les travaux salissants (une douche pour 10 personnes).

En cas de personnel mixte, des installations sanitaires distinctes devront être prévues.

Les douches et lavabo seront à eau chaude et froide.

L'ensemble de l'installation devra être pourvu de moyens de chauffage.

Tous les éléments pour fourniture (savon, essuie-mains, etc.) et le nettoyage journalier seront à la charge de l'entreprise désignée.

# Le respect de mesures préconisées par l'OPPBTP est obligatoire. Les consignes obligatoires sont citées dans "2 - Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur"

### **5.1.5 - Points d'eau**

## **5.2 - Nettoyage du chantier**

### **5.2.1 - Nettoyage des installations**

Le nettoyage des installations de chantier sera organisé de la façon suivante :

Chaque titulaire de lot et/ou de marché disposant d'installations de chantier sera tenu de les nettoyer et d'évacuer ses déchets quotidiennement suivant les préconisations de l'OPPBTP face à l'épidémie du COVID-19.



## **5.2.2 - Nettoyage des zones de travail**

Dans tous les cas, chaque entreprise procédera quotidiennement à l'évacuation des gravats, décombres, déchets de toute nature dans les conditions prévues à cet effet dans le présent PGC, afin que les postes de travail ne comportent pas de gêne ou d'obstacle.

Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage, de vidange, des lubrifiants ou carburants sont formellement interdits.

## **5.2.3 - Nettoyage des véhicules sortants**

Chaque entrepreneur doit supporter les sujétions qui résultent de la circulation de ses engins sur le chantier et sur les voies et notamment prendre toutes les dispositions pour apporter le moins possible de nuisances aux chaussées existantes. Pendant toute la durée du chantier, il reste seul responsable des accidents et dégâts de diverses natures qui pourraient résulter d'un défaut d'entretien et des dégradations ou pollutions apportées par la circulation de ses engins aux chaussées, aux accotements et aux ouvrages divers les traversant.

Toutes les entreprises veilleront à conserver les abords du chantier et la voirie publique dans un état de parfaite propreté.

Les mesures spécifiques à mettre en œuvre sont les suivantes :

En cas de besoin, une aire de nettoyage des véhicules sur le circuit de sortie du chantier sera installée. Les eaux issues de ce nettoyage devront être décantées avant leur rejet aux eaux usées.

Les entreprises titulaires des marchés feront appel autant de fois que nécessaires

L'entreprise responsable de cette aire de nettoyage est la suivante:

Les entreprises titulaires des marchés

## **5.3 - Clôture du chantier**

### **5.3.1 - Clôtures périphériques et ouvertures (porte et portail)**

L'emprise du chantier sera clôturée par l'entreprise :

Les entreprises titulaires retenues pour les marchés

La délimitation sera de type :

Les zones de travaux étant en espace ouvert (nature) le CSPS préconise de mettre en place une délimitation temporaire des zones de travaux par des barrières de type HERAS. Les barrières devront être contreventées afin d'empêcher le basculement de celle-ci avec panneaux "zone de travaux interdit au public"

Les accès seront définis et entretenus par cette même entreprise et dimensionnés de façon judicieuse pour permettre un contrôle de l'accès du personnel et des véhicules des entreprises, ainsi qu'un accès rapide des secours.

### **5.3.2 - Panneaux de chantier**

Les panneaux seront mis en place pendant la période de préparation, puis entretenus et déposés par l'entreprise : les mandataires retenus pour les marchés

Sont obligatoires :

- l'affichage de l'arrêté (municipal, préfectoral, etc.),
- la mise en place de panneaux « chantier interdit au public », répartis le long des clôtures de façon suffisante,
- à l'entrée principale du chantier, l'ensemble des panneaux référant des obligations et interdictions auxquelles est assujetti le chantier.

Ces panneaux devront être visibles à une distance raisonnable.

## **5.4 - Réseaux mis à disposition**

Les branchements nécessaires aux installations de chantier seront réalisés par l'entreprise :

Les mandataires retenus pour les marchés

### **5.4.1 - Téléphonie**

Des lignes téléphoniques mobiles devront être à disposition sur le chantier.

Les chefs de chantiers et chefs d'équipes devront être équipés de téléphones mobiles de types GSM afin de pouvoir prévenir les secours en cas de besoin.

### **5.4.2 - Electricité**

Le raccordement à un réseau de distribution électrique permet de disposer d'une puissance suffisante pour alimenter les divers équipements et installations de chantier.

En cas d'énergie fournie par un générateur mobile à alimentation par combustible, ce dernier devra être équipé :

- d'un moyen d'extinction adapté,
- d'un moyen de coupure d'urgence,
- d'un bac de rétention,
- de l'affichage obligatoire et des consignes spécifiques en cas d'urgence.

Le point de raccordement au réseau électrique se trouve à l'endroit suivant :  
non connu

L'alimentation électrique de la zone de cantonnements sera assurée par la même entreprise (y compris la vérification par un organisme agréé).

### **5.4.3 - Eau**

Le point de raccordement au réseau d'eau potable se trouve à l'endroit suivant :  
En nombre suffisant afin de permettre aux compagnons de se désinfecter régulièrement.

Le point de raccordement au réseau d'eau non potable se trouve à l'endroit suivant :  
Non connu

En cas de mise en place d'eau non potable, une signalétique spécifique devra être mise en place.

### **5.4.4 - Eaux usées**

Les eaux de rejets du chantier devront être filtrées ou décantées avant leur rejet dans le réseau d'eaux usées.

Les rejets des eaux usées seront conformes à la réglementation en vigueur.

Au besoin, un système de récupération des hydrocarbures sera mis en place sur le chantier par l'entreprise : les entreprises titulaires des marchés

## **6 - Secours et évacuation des travailleurs**

### **6.1 - Dispositions d'alerte et accueil des secours**

En cas d'accident corporel, d'incendie, etc., l'appel des secours se fait de la façon suivante :

Par téléphone fixe : composez le 18.

Par téléphone portable : composez le 112.

En passant par le Réseau d'Appel d'Urgence (autoroute en service).

Pendant cette crise sanitaire liée au COVID-19, il est obligatoire de:

- Informer les salariés que les personnels à risque élevé selon le Haut Comité de Santé Publique ne doivent pas travailler et doivent avoir un arrêt de travail.
- Mettre à disposition un masque et des gants à chaque SST ainsi que dans la trousse de secours pour intervention.
- Chaque entreprise doit écrire une procédure de prise en charge d'un salarié présentant des symptômes. L'information est communiquée au CSPS, MOE, MOA sans délai.

Chaque entreprise tiendra à jour sur le chantier (aux installations) une fiche d'appel des secours. Cette fiche précisera clairement la démarche à suivre pour contacter les secours et leur transmettre l'ensemble des informations nécessaires à leur intervention.

Les équipes travaillant sur le chantier devront en outre être informées par leur encadrement de la conduite à tenir en cas d'accident.

Par principe, systématiquement pour les postes de travail à risques, les entreprises organiseront les postes de travail de façon à éviter les travailleurs isolés.

Dans le cas d'un poste de travail éloigné des installations principales nécessitant un temps de déplacement important pour les rejoindre, les équipes concernées devront disposer d'un moyen propre d'alerte des secours. Par mesure de prudence, il conviendra alors de s'assurer que le dispositif d'alerte est opérationnel.

En cas de problème ou d'accident, l'appel des secours se fera de ce poste, la personne ayant donné l'alerte ira alors chercher les secours au Point de rencontre confirmé lors de l'appel pour les guider jusqu'au lieu de l'accident.

### **6.2 - Plan de secours**

L'accueil des secours se déroule de la façon suivante :

- Le rendez-vous se fait au point de rencontre rappelé lors de l'appel.

## **6.3 - Organisation des premiers secours**

Chaque entreprise devra assurer, dans la mesure du possible, la présence permanente d'un sauveteur - secouriste du travail pour dix personnes ou par équipe indépendante.

Chaque sauveteur - secouriste devra être identifié par un badge spécial apposé sur le casque ou par tout autre moyen de reconnaissance (brassard, blouse, etc.).

L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque sauveteur - secouriste ait reçu la formation initiale appropriée et complétée par les formations régulières de « recyclage ».

Chaque entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires pour que chaque poste de travail soit équipé en permanence d'une trousse de premiers soins appropriée et d'une couverture de survie.

## **7 - Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants**

### **7.1 - Mise en commun des moyens**

Le présent PGC, ou les dispositions adoptées au cours des travaux, peuvent prévoir des mises en commun de moyens entre les différents entrepreneurs.

Toute utilisation en cours de chantier d'un dispositif mis en œuvre par une entreprise et utilisé par une autre devra faire l'objet d'un accord formalisé par l'entreprise ayant mis le dispositif. Cet accord précisera en outre les conditions d'utilisation, et les restrictions.

Une vigilance toute particulière devra être portée sur les équipements de travail relatifs aux travaux en hauteur (échafaudages, nacelles, grues mobiles ou à tour, etc.) compte tenu de l'importance des risques potentiels.

### **7.2 - Entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants**

La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter, par un autre entrepreneur, une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'Ouvrage.

Sont considérés comme sous-traitants :

- le travailleur indépendant,
- l'entreprise amenant son matériel, son personnel, son encadrement, ses matériaux et restituant un produit fini.

Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants.

L'entrepreneur qui entend exécuter un marché en recourant à un ou plusieurs sous-traitants doit, au moment de la conclusion et pendant toute la durée du marché, faire accepter chaque sous-traitant par le Maître d'Ouvrage.

Tout entrepreneur a l'obligation de déclarer auprès du Maître d'oeuvre et du Coordonnateur SPS ses intervenants (sous-traitants) et de leur transmettre toutes les consignes relatives à la sécurité et à la protection de la santé pour le chantier.

L'entrepreneur qui entend sous-traiter ou faire exécuter une partie de ses prestations par un ou plusieurs sous-traitants doit remettre à ceux-ci un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé du travailleur. Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son propre PPSPS des documents fournis par l'entrepreneur principal (le présent PGC et PPSPS de l'entreprise principale).

La coordination des travaux effectués par les sous-traitants ou travailleurs indépendants, notamment en matière de sécurité et de protection de la santé, demeure sous la responsabilité de l'entrepreneur titulaire du marché.

- Informer les travailleurs sur la situation sanitaire et la nature des risques inhérents au covid-19. Cette information est renouvelée autant que nécessaire, au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

- Conformément à la réglementation en vigueur, les entrepreneurs doivent mettre à jour leur PPSPS en intégrant l'actualisation du PGC. Ils intégreront les préconisations issues du guide de préconisation de sécurité sanitaire de l'OPPBT qui leur sont propre.

Chaque travailleur est informé par son employeur des modifications qui ont été apportées au PPSPS et des conditions permettant la reprise du travail, au regard notamment des symptômes liés à la contamination par le covid-19.

- Organiser des réunions régulières, voire quotidiennes, (de type quart d'heure de sécurité) avec le personnel pour faire connaître les consignes (en respectant la distance minimale d'un mètre), ou assurer un contact téléphonique.

- Les entreprises ayant du personnel en grand déplacement doivent s'assurer de la disponibilité d'hébergements en chambre individuelle et de la possibilité de restauration.

- Chaque personnel doit-être en possession de son attestation de déplacement dérogatoire professionnelle.

### **7.3 - Emploi de personnels intérimaires**

Les entrepreneurs employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné ;
- les documents médicaux pour la profession déterminée ont bien été délivrés et qu'une copie est disponible sur le chantier ;
- le personnel a subi la formation obligatoire à la sécurité ;
- le personnel intérimaire est intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (vestiaires, réfectoires, sanitaires) et a reçu les consignes particulières liées à l'activité de l'entreprise sur le projet.

### **7.4 - Prestataires de service**

Sont considérés comme prestataires de services :

- les sociétés de location de matériel (avec ou sans chauffeur) ;
- les fournisseurs (carburants, matériels, etc.) ;
- toute entreprise qui n'est pas indépendante (sans encadrement) dans son travail (transport, dépannage, etc.) et qui intervient dans le milieu du cycle de production de l'entreprise principale.

Tout entrepreneur devra mentionner dans son PPSPS les prestataires qu'il compte faire intervenir.

La location du matériel, l'utilisation de toutes prestations de services, n'exonèrent pas l'entreprise de sa responsabilité.

A ce titre, l'entreprise doit réceptionner le matériel à la livraison et s'assurer avant l'utilisation par ses salariés que :

- le matériel est conforme au contrat de location et les vérifications exécutées (dont une copie sera disponible sur le chantier) ;
- les équipements de protection individuelle éventuels sont fournis aux salariés ;
- les salariés ont reçu la formation et l'information nécessaires (autorisation de conduite) à son utilisation.

L'entreprise utilisatrice devra remettre à tout prestataire de service un document sécurité comprenant toutes les indications et informations utiles nécessaires à l'harmonisation de leurs mesures de sécurité.

L'entreprise remet alors au prestataire :

- les consignes de sécurité,
- les matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement ou le déchargement,
- les moyens de secours en cas d'accident,
- l'identité du responsable désigné par l'entreprise d'accueil,
- les lieux d'intervention.

Le prestataire remet à l'entreprise utilisatrice :

- les caractéristiques du véhicule,
- les précautions ou suggestions particulières résultant de la nature des substances ou produits transportés, notamment celles qui sont imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses.



**8 - Annexes**

## **8.1 - ANNEXE : Projet de règlement du CISSCT**

### **8.1.1 - Article 1 - Constitution du Collège**

o A l'initiative du Maître d'Ouvrage, un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail a été constitué conformément aux dispositions de l'article R4532-77 du Code du Travail. Ce collège regroupe l'ensemble des Maîtres d'Œuvre, entrepreneurs et travailleurs indépendants ainsi que le Coordonnateur SPS qui interviennent dans la réalisation de l'opération.

o Tout entrepreneur ou travailleur indépendant qui conclut un marché avec le Maître d'Ouvrage ou un marché de sous-traitance avec un entrepreneur prend l'engagement conjoint d'être membre du CISSCT.

o L'entrepreneur qui entend sous-traiter une partie des prestations ou travaux de son contrat d'entreprise est tenu de mentionner dans les contrats conclus avec les sous-traitants l'obligation faite à ceux-ci, ainsi qu'aux travailleurs indépendants, d'être membres du CISSCT.

o Le CISSCT cessera ses activités sur sa décision, au plus tard à la mise en service de l'ouvrage.

### **8.1.2 - Article 2 - Composition du Collège**

o La liste nominative des membres du collège sera mise à jour lors de chaque réunion plénière du CISSCT et sera affichée, par chaque entrepreneur, dans les locaux réservés au personnel sur le chantier.

o Les entreprises, dont il est prévu qu'elles occuperont sur le chantier un effectif inférieur à dix salariés pendant moins de quatre semaines, ne sont pas tenues de participer aux travaux du CISSCT (cette dérogation n'est pas applicable aux entreprises qui exécutent un ou plusieurs des travaux figurant sur la liste des travaux comportant des risques particuliers visés par l'arrêté du 25 février 2003).

#### **8.1.2.1 - Membres avec voix délibératives**

a) Le Coordonnateur SPS, qui assurera la fonction de président du CISSCT.

b) Le représentant du Maître d'œuvre.

c) Chaque entrepreneur ou son représentant.

Les entrepreneurs, travailleurs indépendants et sous-traitants sont membres du CISSCT pendant toute la durée de leur intervention sur le chantier.

#### 8.1.2.2 - Membres à voix consultatives

a) Le représentant du personnel de chaque entrepreneur.

Chaque représentant du personnel est désigné, ainsi qu'un suppléant, par le CHSCT de l'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel de l'entreprise, ou à défaut par un collège désignatif formé par l'équipe appelée à intervenir sur le chantier.

Le nom et l'emplacement de travail habituel du représentant du personnel doivent être portés à la connaissance des autres salariés de l'entreprise employés sur le chantier.

Chaque représentant du personnel doit disposer du temps nécessaire, rémunéré comme temps de travail effectif, pour assister aux réunions, visites et enquêtes du CISSCT.

Les opinions, que le représentant du personnel émet dans l'exercice de ses fonctions de membre du CISSCT, ne peuvent motiver une sanction ou un licenciement.

b) Chaque travailleur indépendant.

#### 8.1.2.3 - Participants à titre consultatif

a) L'inspecteur du travail.

b) Le représentant du secrétaire du comité régional de l'OPPBTP.

c) Le représentant du chef de service Prévention de la CARSAT.

d) Les médecins du travail.

### **8.1.3 - Article 3 - Missions du Collège**

o Définir, notamment sur proposition du Coordonnateur SPS, certaines règles communes destinées à assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier.

o Vérifier que l'ensemble des règles prescrites, soit par le CISSCT, soit par le PGC établi et complété par le Coordonnateur SPS, sont effectivement mises en œuvre.

o Vérifier que le plan d'organisation des secours est complété et adapté en fonction de l'évolution des travaux.

o Examiner les accidents du travail du personnel employé sur le chantier, afin d'en retirer les enseignements en matière de prévention. A cet effet, le CISSCT veille à ce que chaque entrepreneur fasse parvenir les informations nécessaires au Coordonnateur SPS.

o Décider, s'il le juge nécessaire, l'organisation commune de l'accueil, de l'information et de toute formation spécifique en matière de sécurité et santé. Ceci sans modifier les responsabilités de chaque entrepreneur en matière de formation à la sécurité, en application des dispositions du Code du Travail.

L'intervention du CISSCT ne modifie pas la nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux participants à l'opération, en application des autres dispositions du Code du Travail, ni les attributions des institutions représentatives du personnel compétentes en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions du travail.

#### **8.1.4 - Article 4 - Fonctionnement du Collège**

##### **8.1.4.1 - Organisation Fonctionnelle**

###### **a) Présidence**

Les attributions du président sont ainsi définies :

o Il rédige et expédie les convocations et invitations. Sauf urgence, les convocations et invitations écrites, ainsi que l'ordre du jour, sont adressées au plus tard 15 jours avant chaque réunion, à tous les membres du CISSCT et aux participants invités.

o Il arrête l'ordre du jour des réunions du CISSCT. Chaque membre du CISSCT peut demander, par écrit, au président de porter à l'ordre du jour toute question relevant de sa compétence, dans les huit jours qui suivent la réception de la convocation.

o Il préside les réunions plénières. Les réunions restreintes prévues au paragraphe e) ci-après peuvent toutefois être présidées par un membre du CISSCT ayant voix délibérative, expressément désigné à chaque fois par le président.

o Il rédige les procès-verbaux des réunions et les adresse à tous les membres du collège et aux participants invités.

o Il signe les procès-verbaux des réunions, après leur adoption par le CISSCT et les conserve pendant cinq ans.

o Il représente le CISSCT à l'égard des tiers pendant la période d'activité du CISSCT.

o Il s'assure de l'application des mesures adoptées par le CISSCT.

Les CHSCT ou à défaut les délégués du personnel des Entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier, peuvent saisir par écrit le président du collège de toutes questions relevant de sa compétence. Le Président du Collège est tenu de répondre, par écrit, aux observations formulées et d'en informer les membres du Collège en temps utile et, au plus tard lors de la

Réunion qui suit la demande des intéressés

#### b) Première réunion du CISSCT

A l'initiative du président, cette réunion doit se tenir dès que deux entreprises au moins sont présentes sur le chantier. L'ordre du jour, en plus de celui stipulé pour les réunions plénières, doit être consacré à :

- l'adoption du règlement du Collège,
- l'examen du PGC établi par le coordonnateur.

#### c) Réunions plénières du CISSCT

La périodicité des réunions plénières est fixée à trois mois maximum. Le calendrier des réunions peut être établi lors de la première réunion du CISSCT.

Le président peut, en cas de nécessité, provoquer une réunion plénière du CISSCT en dehors des dates initialement prévues, notamment sur demande :

- du Maître d'œuvre,
- de la majorité des représentants ayant voix délibérative,
- motivée du tiers des représentants du personnel.

Le président du CISSCT peut provoquer une réunion extraordinaire du CISSCT à la suite de tout accident ayant eu ou ayant pu avoir des conséquences graves.

Sauf cas de force majeure reconnue par le président, tout membre du CISSCT dûment convoqué à une réunion et qui, en cas d'absence, n'aura pas désigné un représentant avec délégation du pouvoir, s'engage obligatoirement au respect des décisions prises par le CISSCT.

Les réunions plénières sont consacrées à l'examen des seules mesures ou règles communes qui concernant l'ensemble des entreprises. L'ordre du jour de chaque réunion devra prévoir notamment :

- l'approbation du compte rendu de la précédente réunion ;
- l'inspection du chantier ;
- la formation et l'information des travailleurs ;
- l'examen des suites données aux observations et décisions formulées lors de la précédente réunion ;
- l'examen des suggestions et observations formulées par le coordonnateur ;
- l'examen des suggestions et observations formulées par les membres et par les commissions de sécurité du collège ;
- l'examen et l'étude des statistiques des accidents survenus sur le chantier.

#### d) Réunions restreintes

Le président peut organiser des réunions restreintes, notamment sur demande d'un membre

avec voix délibérative du CISSCT, pour examiner et étudier des mesures qui, bien qu'entrant dans les attributions du CISSCT, ne concernent qu'un nombre réduit d'entrepreneurs.

Le procès-verbal de chaque réunion restreinte est communiqué, pour information, à la réunion plénière suivante du CISSCT.

#### e) Adoption et application des décisions

Les décisions du CISSCT sont adoptées à la majorité des membres présents ayant voix délibérative.

Les décisions du CISSCT sont immédiatement exécutoires et s'appliquent à tous les entrepreneurs ayant une activité effective sur le chantier, ainsi qu'à ceux qui y interviendront ultérieurement.

Les mesures et règles communes en matière de sécurité et de protection de la santé qui ont été définies et adoptées par le CISSCT sont intégrées au PGC par le Coordonnateur SPS.

#### 8.1.4.2 - Organisation Structurelle

Afin d'assurer la surveillance nécessaire à ses attributions, en vue de prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et équipements de travail des différents entrepreneurs présents sur un même lieu de travail ou en vue de prévenir toute situation exposant le personnel d'un entrepreneur à un risque grave, le CISSCT assurera périodiquement avant les réunions plénières une inspection du chantier.

#### 8.1.4.3 - Gestion Financière

Les entrepreneurs prendront en charge les frais de participation de ses responsables et employés siégeant au CISSCT pour la part qui les concerne.

Les frais de fonctionnement des réunions du CISSCT sont assurés par le Maître d'Ouvrage.

Tout engagement de dépense décidé par le CISSCT est soumis à l'accord préalable du Maître d'Ouvrage.

### **8.1.5 - Article 5 - Procédure de Règlement des Difficultés**

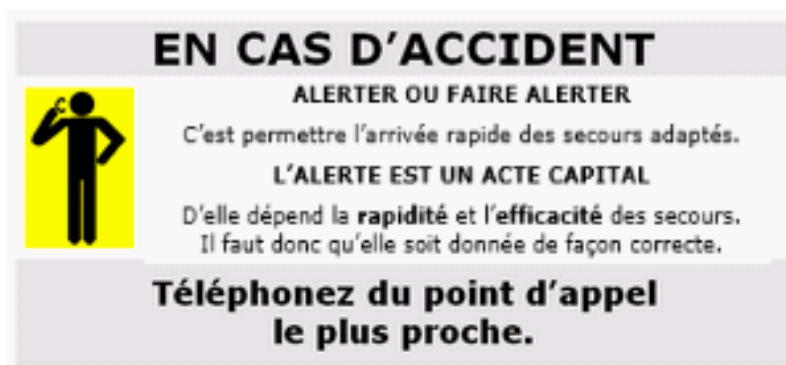
Tout différend né entre les entrepreneurs membres du CISSCT, à propos des mesures décidées par celui-ci, ou au sujet de l'application du présent règlement, fera l'objet d'une tentative de conciliation en réunion plénière du collège.

### **8.1.6 - Article 6 - Rappel des Amendes applicables aux entreprises et pénalités**

Les entrepreneurs ou les sous-traitants qui ne respectent pas les obligations qui leur sont

Imposées par le CISSCT seront passibles de la peine d'amende prévue pour les Contraventions de 5ème classe et des pénalités éventuellement prévues au CCAP.

## 8.2 - ANNEXE : Fiche d'appel des secours



COMPOSEZ le 18 ou le 112.

INDIQUEZ LE LIEU DU CHANTIER :  
VIADUC / RN 102 CONTOURNEMENT DU TEIL  
RN 102  
07400 LE TEIL

PRECISEZ :

- la nature de l'accident,
- la position du blessé,
- s'il y a nécessité de dégagement.

SIGNALEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ETAT.

FIXEZ LE POINT DE RENDEZ-VOUS :

ATTENDEZ LES SECOURS AU POINT DE RENDEZ-VOUS, VOUS LES CONDUIREZ SUR LES LIEUX DE L'ACCIDENT.

NE PAS RACCROCHER LE PREMIER ET FAITES REPETER LE MESSAGE.

PREVEENEZ :

Contact	Téléphone	Fax
Isabelle BLANC (DREAL AUVERGNE RHONE ALPES)	04 26 28 63 96	
Cyril TOMA (CSPS)	06 77 51 28 56	
ACCUEIL (CARSAT)		
Adrien ROYER (CARSAT)		
OPPBTP (OPPBTP)	04 78 37 36 02	
ACCUEIL (DIRECCTE)		



## **8.3 - ANNEXE: Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (DHOL)**

Quai de déchargement:

Présence du chef de manœuvre:

Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement de camion:

Distance (m):

Hauteur (m):

Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant):

Appareil de levage utilisé pour l'opération:

- appareil propre au chantier
- appareil à la charge du fournisseur

Autres renseignements:

Coordination SPS :

PRESENTS, Agence PACA

18/20 Av Robert SCHUMANN

13002 MARSEILLE

Tél : 04 91 42 08 86

Nom CSPS : TOMA Cyril

Email : [c.toma@presents.fr](mailto:c.toma@presents.fr)

Nom CSPS suppléant : Christian RICHARD

Email : [ch.richard@presents.fr](mailto:ch.richard@presents.fr)

### **8.3.1 - Partie à remplir par le CSPS:**

RN 102

07400 LE TEIL

Coordonnées GPS:

Contraintes horaires de livraisons:

Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS):

Autres renseignements utiles (contraintes administratives):

### **8.3.2 - Partie à remplir par le client (entreprise du BTP):**

Nom de l'entreprise:

Adresse du siège:

Nom du réceptionnaire:

Coordonnées du réceptionnaire:

Plage horaires de livraisons: